R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR **2011**

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



ANNEXE V

COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES AUPRES DU PREMIER MINISTRE ET DES MINISTRES

L'article 112 de la loi de finances pour 1996 (n°95-1346 du 30 décembre 1995) a fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction actuellement en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l'article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe du projet de loi de finances pour 2011 le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Est établie la liste des commissions et instances supprimées dans l'année.

Le présent document traduit ainsi les nouveaux résultats obtenus dans le cadre du chantier ouvert par la circulaire du 8 décembre 2008 du Premier ministre relative à la modernisation de la consultation. Après une première vague de suppressions intervenues en 2009, plus de 50 instances ont été supprimées au cours de l'année écoulée.

Compte tenu de créations intervenues en 2010, le solde des instances existant est à ce jour de 697, ce qui marque une nouvelle diminution par rapport à la situation antérieure.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
1. Premier ministre									
Comité consultatif des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (articles 3 et 28)	19 (collège)	-	-	--	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité de surveillance des investissements d'avenir	LOI n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 (article 8-IV) Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement (article 3)	18	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information (articles 15 à 18)	10	0	0	1,5	1	1	1	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par l'ANSSI)*
Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique	Décret n° 2006-260 du 6 mars 2006 portant création du Centre d'analyse stratégique	12	0	0	0	2	2	2	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement (article 5)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité national des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-7 et suivants du code de la défense	26	0	0	1,8	1	1	1	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN)*
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information »	11	-	-	40,9	-	-	1	*Comité créé en 2009* *Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par l'ANSSI)*
Comité stratégique pour le numérique	Décret n° 2006-502 du 3 mai 2006 portant création du comité stratégique pour le numérique	6		330		7	10	14	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
1. Premier ministre									
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 modifié par le Décret n° 70-388 du 27 avril 1970	4	0	0	5,3	1	2	2	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN)*
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R. 226-2 du code pénal	10	0	0	65,3	6	6	6	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN)*
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (article 87) Décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie (articles 6 à 15)	14	278	384	309	12	13	11	
Commission de garantie des retraites	Articles L. 114-4 et D. 114-4-0-9 et suivants du code de la sécurité sociale	4	0	0	0	2	0	0	*Aux termes de l'article D. 114-4-0-9 du code de la sécurité sociale, la commission doit rendre l'avis prévu au troisième alinéa de l'article L. 114-4 du même code respectivement avant les 1er novembre 2007, 2011 et 2015. Elle ne s'est ainsi pas réunie en 2008 et 2009.*
Commission des archives constitutionnelles de la Vème République	Décret n° 2002-581 du 25 avril 2002 portant création de la Commission des archives constitutionnelles de la Ve République	31	108	259,555	145,138	4	2	6 (1 plénière et 5 commissions scientifiques)	*L'importance relative du montant indiqué pour 2008 est dû aux frais occasionnés par la publication des deux premiers volumes des archives.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 (article 60) Décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles (NOR: PRMX0817152A)	12	150	120	160	6	19	9	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	7	0	0	9,2	6	6	4	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN)*
Commission interministérielle de la politique immobilière	Décret n° 92-604 du 1 juillet 1992 portant charte de la déconcentration	Ensemble des ministres ou leurs représentants				6	6	6	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.* 1442-1, D.* 1443-1 du code de la défense	13			10,3	2	2	2	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN)*
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense	12			795	11	13	11	*Pas de budget spécifique (secrétariat assuré par le SGDSN). Coût complet 2009 des 12, 7 équivalents temps plein consacrés à cette activité.*
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R*4139-14 et suivants du code de la défense	7	-	-	-	11	9	11	*Pas de budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
1. Premier ministre									
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	2217,499	2188,269	2389,348	13	18	17	
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification	4	157,845	161,019	139,973	15	13	11	*Le coût recouvre la rémunération des 4 membres permanents et des rapporteurs particuliers.*
Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Décret n° 2008-1277 du 8 décembre 2008 créant un Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	31	-	-	212,1	-	-	2	
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'analyse économique	36	390,352	735,395	642,205	12	15	8	
Conseil d'orientation des retraites	Articles L. 114-2 et D114-4-0-1 à D114-4-0-4 code de la sécurité sociale	39	821,182	1554,5	1149,521	11	11	12	
Conseil d'analyse de la société	Décret n° 2004-666 du 8 juillet 2004 portant création du Conseil d'analyse de la société	32	18,957	87,5	32,6	6	12	7	
Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale	Décret n° 2000-302 du 7 avril 2000 portant création du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale	9	925,384	906,210	351,238	5	4	0	
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret n° 2010-32 du 11 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	30	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51	372,356	802,13	494,038	5	10	10	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	22	0	0		0	0	0	

2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
Comité consultatif relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique (ou comité consultatif des forces hydrauliques)	Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique	56							
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français. NOR: EQUA0401326A	227	0	0		1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Article R. 542-73 du code de l'environnement	5	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du Comité de la prévention et de la précaution NOR: ENVG9650263A	20		80	23	10	10	10	*Les dépenses (frais de déplacement, d'organisation de réunion et de reprographie) sont mieux maîtrisées.*
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	4	4	4	2	2	2	
Comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel	Arrêté du 27 mars 2006 relatif à la création du comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel NOR: EQUS0600814A	28	0	0	0	2	4	2	
Comité de suivi de l'application du règlement EMAS	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS NOR: DEVP0210218A	17	0	0					

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (article 13) Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	101	0	0	0	4	6	5	
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	17	-	-		-	-	1	*Créé en 2009*
Comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret n° 94-134 du 9 février 1994 portant création du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	48				2	2	2	
Comité d'orientation du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 2)	30	0	0	0	3	0	0	*En instance de recomposition. Une réunion s'est tenue en 2010.*
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivantsdu code de l'environnement	160	0	21	31	9	4	4	
Comité national de la facilitation	Arrêté du 19 décembre 1977 composition et fonctionnement du comité national de facilitation.	20	0	0		0	0	0	*La suppression de ce comité, dont les missions seront dorénavant assurées par le conseil supérieur de l'aviation civile créé par le décret n° 2010-248 du 10 mars 2010, interviendra prochainement.*
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	0	150	120		1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Comité national de suivi de la décentralisation des services voyageurs d'intérêt régional	Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (article 137) Décret n° 2001-1116 du 27 novembre 2001 relatif au transfert de compétences en matière de transports collectifs d'intérêt régional.	0	0	0			0	0	*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (articles 1er et 49) Articles D. 134-1 et suivants du code de l'environnement (Décret n° 2010-370 du 13 avril 2010 portant création du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement)	26	-	-		-	-		*Création parachevée en 2010 par l'intervention du décret d'application*
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation	60	0	1,5	1,5	0	2	2	
Comité technique de l'électricité	Décret n° 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	33	0	0	0	12	1	5	*L'organisation du CTE a été modifiée par le Décret n° 2009-880 du 20 juillet 2009.*
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0	0		2	3	0	*Commission en cours de renouvellement en 2009*
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, R. 213-17 et suivants du code de l'environnement	10	1	2	4,8	7	14	5	*L'augmentation apparente du coût de fonctionnement en 2009 pour un nombre de séances moindre résulte de la prise en compte, en 2009, des vacations allouées aux membres alors que la mention de ce montant a été omise en 2008.*
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,827	0,827	0,335	0	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 14 à 16)	17	0	4	9		11	11	
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la Commission centrale des appareils à pression NOR: DEVP0918229A	59	18,885	14,163	3	4	3	2	*La transmission électronique des dossiers a induit une baisse des coûts.*
Commission centrale des servitudes aéronautiques	Articles D. 241-1 et suivants du code de l'aviation civile	12	0	0	0	4	2	0	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux (commission nationale)	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0		2	1	*Cette commission se réunit à l'issue de chaque période triennale et sur saisine des commissions départementales pour les seules communes où des raisons objectives au non respect des obligations ont été identifiées.* *Le nombre de réunions dépend du nombre de communes à auditionner.*
Commission consultative aéroportuaire	Articles L. 228-1, L. 228-2 et D. 228-1 et suivants du code de l'aviation civile	7							
Commission consultative du budget annexe 'contrôle et exploitation aériens'	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe « contrôle et exploitation aérien »	15	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure (article 4) NOR: EQUT9201050A	0	0	0	0		2	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages NOR: ENVP9250167A	37	1	1		3	3	4	
Commission consultative supérieure	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 12 à 14)	17	0	0	<1		2	1	*Dépenses constituées des frais de déplacement des membres de la commission*
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère NOR: ATEP0090357A	13	0	15	0	2	1	2	*Aucune ligne budgétaire n'y est attachée, la participation de l'INERIS étant prise sur l'appui à l'administration.*
Commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-6 et suivants du code de l'environnement Arrêté du 10 février 2009 fixant la composition de la commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre NOR: DEVE0902954A	35	0	0	0			1	*Aucune ligne budgétaire n'y est attachée. Cette commission se réunit au moins à chaque nouveau PNAQ, tous les 5 ans et peut éventuellement être convoquée spécialement.*
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Article R.* 111-29 et R.* 111-34 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 8 décembre 1978 modifié.	14	10	7,5	6,4	4	4	4	*Les agréments sont limités à une durée maximale de 5 ans renouvelable. Le budget annuel varie en fonction des demandes d'agréments.*
Commission d'agrément des experts en bateaux de navigation intérieure	Arrêté du 10 février 2005 relatif à la procédure d'agrément des experts en bateaux de navigation intérieure (article 4) NOR: EQUT0500356A	7	0	0				0	*Suppression annoncée*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission d'appel d'offres de concession de l'aérodrome de Dzaoudzi-Pamandzi	Décret n° 2009-1229 du 14 octobre 2009 portant création d'une commission consultative dans le cadre de la procédure d'appel d'offres de concession de l'aérodrome de Dzaoudzi-Pamandzi (Mayotte)		-	-		-	-		*Créée en 2009. Une réunion en juin 2010.*
Commission de certification des agents des organismes extérieurs de prévention	Arrêté du 31 décembre 2001 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières (RG-1-A, art. 16/Carrières) NOR: ECOI0200015A	8	0	0	0			1	
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	3	2	2	
Commission de recours contre les décisions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-28 et suivants du code de l'environnement	7	0	0	0	4	2	2	*Aucune ligne budgétaire n'y est attachée.*
Commission de sécurité de la circulation aérienne	Arrêté du 6 juin 2006 relatif à la création de la Commission de sécurité de la circulation aérienne. NOR: EQUA0600721A	28	0	0	0	5	6	6	
Commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	Décret n° 2006-28 du 4 janvier 2006 instituant une commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	42	9	9	0	2	2	0	*Commission en cours de suppression : il n'y a actuellement plus d'arrêté de composition de cette commission et, avec la création du Conseil supérieur des risques technologique par ordonnance du 27 avril 2010, cet arrêté ne sera jamais pris. Le CSPRT (qui remplace le Conseil supérieur des installations classées) verra son champ de compétence élargi par un décret en préparation pour émettre un avis sur les principaux textes qui étaient auparavant examinés en CSTDUG.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement Arrêté du 13 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage. (anciennement Décret n° 2003-727 du 1er août 2003) Composition fixée par l'arrêté du 8 mars 2007.	26	0	0	0	3	3	3	
Commission de sûreté des navires	Décret n° 2007-937 du 15 mai 2007 relatif à la sûreté des navires	8	1,2	1,2	1,2	5	4	6	
Commission d'équivalence pour la délivrance des titres de formation professionnelle maritime	Décret n° 99-439 du 25 mai 1999 modifié relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage (article 14 bis)	5	-	0	0	-		0	
Commission des comptes des transports de la Nation	Article 12 de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1050) Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation Décret n° 92-918 du 2 septembre 1992 modifié le 21 juillet 1999.	61		2	1	2	2	2	*Frais de déplacement des membres et d'organisation de réunion*
Commission des comptes du logement	Décret n° 92-237 du 11 mars 1992 portant création d'une commission des comptes du logement	32		1	1	3	2	2	*Frais de déplacement des membres et d'organisation de réunion*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	44		5	5	2	2	2	*Frais de déplacement des membres et d'organisation de réunion*
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	1	1	1	1	1	1	
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0,5		2	4	*Frais de déplacement d'une commission localisée à Brest*
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	3,5	5	5	7	
Commission des sanctions administratives au sein du conseil national des transports	Décret n° 84-139 du 24 février 1984 relatif au Conseil national des transports, aux comités régionaux des transports, et aux commissions régionales des sanctions administratives	24	0	0	0	3	3	3	
Commission des suites de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social (articles 8 et 9)	4	0	0	0	9	8	6	*Suppression annoncée*
Commission des Téléphériques	Arrêté du 5 novembre 1997 portant création d'une commission des téléphériques NOR: EQUT9701697A	28	0	0	0	2	2	1	
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 46, e)) Article D. 541-6-1 du code de l'environnement	20	-	-		-	-		
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien. NOR: EQUA0500097A	17	0	0	0	5	5	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret n° 2009-720 du 17 juin 2009 relatif à la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés		-	-		-	-	2	*Créée en 2009*
Commission ferroviaire d'aptitude	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (article 2) Décret n° 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains (article 10)	6	-	-	-	-	-	-	*Créée en décembre 2009*
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière NOR: EQUS0200341A	4	0	0	0	0	0	0	*Il n'y a pas eu de réunions ces 3 dernières années. Cette commission devrait se réunir au cours des prochains mois.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures Décret n° 79-293 du 3 avril 1979 relatif à la composition de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	12	0	0	0	2	2	1	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Décret n° 95-1029 du 13 septembre 1995 relatif à la commission interministérielle du transport des matières dangereuses	78	6,7	6,1	9	4	3	3	*Le nombre total de réunions comprend le nombre de réunions de la CITMD ainsi que celui de ses sous-commissions dont les membres sont moins nombreux. L'augmentation du coût pour 2009 s'explique par le fait qu'il y a eu 2 réunions de la CITMD en 2009 pour cause de transposition de la directive 2008/68 alors qu'il n'y en avait eu qu'une en 2008.*
Commission nationale consultative de l'aviation légère	Article D. 521-3 du code de l'aviation civile	16	0	0	877	1	1	1	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive (2 formations)	Article R. 413-2 du code de l'environnement	12	15	16	16	6	6	6	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement.	12	471	871	636	5	12	14	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	11	3	3	4,5	4	4	6	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière (article 41) Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la Commission nationale de concertation		0	0	0		0	2	
Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret n° 2007-403 du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers	20	0	0	0			1	*Première réunion en 2009*
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	1	3	0	1	3	0	*La commission ne s'est pas réunie en 2009.*
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. NOR: ATEN0100368A	12	0,5	0,5	0,5	1	1	1	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 17 à 19)	34	1,2	1,58	1,5	8	6	5	
Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire	Arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes (article 15)	15	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des transports guidés	Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	18	0	0	3	4	4	5	*4 réunions en formation plénière et 1 réunion en formation restreinte*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie dans le domaine de l'équipement et des transports	Arrêté du 7 juillet 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de l'équipement, des transports et du logement NOR: EQUG9900829A	33	0	0	0	8	6	6	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Arrêté du 20 avril 2000 constituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement. NOR: ATEG0090143A	30	0	0	0	5	5	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire NOR: INDI9700311A	35	0	0	0	2	2	2	*Les frais de fonctionnement de la CSTNIN ont été pris en charge par le CEA qui en assurait le secrétariat. L'arrêté du 23 mars 2010 a nommé les nouveaux membres de la commission.*
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	30	0	10	6,9	6	0	7	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	38	0	0	0	1	1	1	
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles D. 565-8 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	0			1	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	2	2	2	2	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0	0			4		
Conseil de politique nucléaire	Décret n° 2008-378 du 21 avril 2008 instituant un conseil de politique nucléaire	14	-	0	0	-	1	0	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7et R.421-8 du code de l'aviation civile	21	0	0	0	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du Conseil économique pour le développement durable	27	-	-	4	-	-	25	*Frais de déplacement des membres et de publication*
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	0	2	3		*Aucune ligne budgétaire n'y est attachée.*
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	28	1	1	0,8	2	4	3	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	40	0	100	100	29	36	39	
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le Décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53	3,924	0,125	0	3	1	0	
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	1	2	2	
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	0	0	0	6	4	8	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 85-790 du 26 juillet 1985 relatif au rôle et à la composition du conseil national de l'information géographique	35	50	50	47,5	2	2	2	*Ce conseil dispose de capacités d'études, ce qui explique le niveau de dépenses.*
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	33	0	0	2	0	0	1	
Conseil National des Transports	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (art. 16 et 17) Décret n° 84-139 du 24 février 1984 relatif au Conseil national des transports, aux comités régionaux des transports, et aux commissions régionales des sanctions administratives	193	498	800		10	8	0	*Instance en voie de remplacement par le conseil supérieur des transports terrestres et de l'inter-modalité (article 251 de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement)*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 et D. 571-98 et suivants du code de l'environnement (Ordonnance nº 2004-1199 du 12 novembre 2004)	72	50	76,5	100	17	18	22	
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du Conseil national du paysage NOR: ATEN0090424A	37	0	0	0	0	1	1	
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité NOR: DEVN0430046A	25	ND	80	56	5	4	6	*Ce conseil mobilise des capacités d'études.*
Conseil scientifique du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 3)	10		2	1	8	8	2	*Frais d'organisation de réunions*
Conseil supérieur de la marine marchande	Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande	39	0	16	4	9	9	8	*Mise en place d'une indemnisation annuelle de 4 000€ du Président (arrêté du 28 octobre 2009)*
Conseil Supérieur de la Météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie	121		20	20,2	1	1+11 commissions	1+24	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	41	47	47	47	20	20	23	
Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels maritimes et du bien-être des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	29	-	0,5	0,5	-	1	1	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles D. 511-1 et suivants du code de l'environnement	36 + 1 représentant de chaque administration intéressée	-		-	-	-	-	*Créé en 2010 (se substitue au Conseil supérieur des installations classées)*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires	Décret n° 73-278 du 13 mars 1973 portant création d'un conseil supérieur de la sûreté nucléaire et d'une direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (articles 1 à 4)	0	0	0					*Suppression annoncée (missions assurées par le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, créé en 2008).*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 45) Décret n° 2006-366 du 27 mars 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'énergie	38	260	300	300	14	8	12	
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	Décret n° 53-953 du 30 septembre 1953 concernant l'organisation administrative et financière de l'établissement national des invalides de la marine	49		54,8	54,8	2	2	4 séances plénières+ 4commissions	
Conseil supérieur de l'Infrastructure et de la navigation aérienne	Décret n° 48-1812 du 29 novembre 1948 portant organisation du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (modifié).	10	0	0	0	4	2	0	
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2, R*.461-1 et R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	3	2	4	
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	0	0	0		10	3	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement	9	-	-	0	-	-	0	*Créé en 2009*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Groupe national de suivi des projets d'infrastructures majeurs et d'évaluation des actions engagées	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 17)		-	-		-	-		*Créé en 2009*
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (Art. 23 à 27) Décret n° 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	0	150	150		5	4	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Décret n° 92-1339 du 22 décembre 1992 portant création d'un Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées	14	217	265	222	10	10	10	
Haut conseil des biotechnologies	Article L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au Haut Conseil des biotechnologies	40	-	0	60	-	0	48	*En 2010 un coût de fonctionnement de 990 k€ est prévu consistant majoritairement en financement d'études et colloques, et des salaires qui n'apparaissaient pas dans le coût 2009, dans la mesure où le secrétariat était alors assuré par des agents de la DGPR.*
Mission interministérielle de l'eau	Article R. 213-13 du code de l'environnement (anciennement Décret n° 2005-636 du 30 mai 2005)	18	0	0	0	9	11	10	
Observatoire de l'énergie (conseil d'orientation)	Arrêté du 29 juin 1982 portant création de l'observatoire de l'énergie auprès du ministre chargé de l'énergie (article 4)	35	0	0					*Suppression annoncée*
Observatoire national de la délinquance dans les transports en commun	Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (articles 5.2 et 5.2.8) NOR: DEVK0815773A		-			-			*Créé en 2008*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat									
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (conseil d'orientation)	Articles L. 229-1 à L. 229-4 et D. 229-1 et suivants du code de l'environnement	26	0	0	0		2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
3. Justice et libertés									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-81, A. 123-7 et A. 123-34 du code de commerce	5	0	0	0	2	8	4	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. Le secrétariat, qui est dévolu à la DACS, est matériellement assuré par le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce.*
Comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Arrêté du 22 janvier 2008 relatif au comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice NOR: JUSG0801085A	35		0	0	n.a	4	4	
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0	2		2	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	2,8	3,2	1,5	8	6	8	*Des membres de la commission, désignés comme rapporteurs, doivent visiter les laboratoires qui sollicitent un agrément, puis rendre compte de leur visite à la commission : cette démarche est obligatoire, compte tenu des exigences du décret institutif.*
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61 63, 64 et 65 de la Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (article 54) Décret n° 97-875 du 24 septembre 1997 fixant la composition, les modalités de saisine et les règles de fonctionnement de la commission prévue par l'article 54 de la Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	4	0	0		1	0	1	*Les fonctions de membre de la commission sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. Le secrétariat est assuré par un magistrat mais le temps de travail est très limité de sorte qu'il n'est pas possible de le transcrire en ETP.*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0		0	0	0	*Cette commission doit être réunie dans le dernier trimestre 2010, pour statuer sur 22 dossiers d'indemnités dues à l'Etat dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire.* *Pas d'autres frais à prévoir que les frais de déplacements des membres venant de province. La charge de travail a été évaluée à 0,10 ETP*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
3. Justice et libertés									
Commission chargée de proposer le montant et la répartition des indemnités prévues à l'article 12-9 du décret du 19 décembre 1945	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le Décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	5	0	0		0	0	0	*Suppression annoncée: le projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel a été adopté en première lecture le 6 octobre 2009 par l'Assemblée nationale et le 22 décembre 2009 par le Sénat. Au 1er septembre 2010, il y a 231 offices, regroupant 430 professionnels. A compter du 1er janvier 2012, ils fusionneront avec les avocats. Un fonds sera institué, chargé du paiement des indemnités dues aux avoués.*
Commission consultative sur les taux de prêts d'argent	Article L. 313-6 du code de la consommation Arrêté du 8 août 1967 fixant la composition de la commissionconsultative prévue à l'article 7 de la Loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité	0					0		*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Commission d'harmonisation du droit privé	Arrêté du 22 août 1985 portant création d'une commission d'harmonisation du droit privé	27	1	1	1	1	1		
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	8	0	0	0	6	5	3	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province. La charge de travail correspond à environ 0,30 ETP.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
3. Justice et libertés									
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 37)	8	0	0	0	6	5	7	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *La charge de travail correspond à environ 0,50 ETP.*
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	0	2	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité.*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province* *Pas de chiffrage en ETP possible à défaut de réunions de cette commission dans les dernières années*
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics et ministériels (articles 49-1 à 49-3)		0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité.*
Commission de propositions de nominations d'un avoué dans un office vacant ou créé	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le Décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	0	0	0		0	0	0	*Suppression annoncée du fait de la suppression de la profession d'avoué dans le cadre du projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
3. Justice et libertés									
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (article 72) Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)	7	1,6	2,8	0	6	5	0	*Renouvellement de certains membres en cours*
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (article 3) Arrêté du 4 février 1950 (JO 14-02-1950 p. 1735)	30	0	0	0	4	4	4	*Pas de budget propre*
Commission des archives audiovisuelles de la justice	Loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice (articles 3 à 5)	0	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	12	0	0		5	6		
Commission nationale d'indemnisation des commissaires priseurs, huissiers et notaires	Loi no 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (article 45). Décret n° 2001-652 du 19 juillet 2001 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	0					0	0	*Suppression engagée dans le cadre de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2 et L. 812-4 du code du commerce	12	0	0	0	7	8	7	*La charge de travail a été évaluée à 1,8 ETP à l'administration centrale.*
Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété NOR: JUSC8720620A	11	0	0	0	13	13	16	*Les fonctions de membre de la commission sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

3. Justice et libertés

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique NOR: JUSC9820051A	17						6 réunions par an	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. La commission fait partie intégrante d'un dispositif d'ensemble d'enrichissement de la langue française chapeauté par la commission générale de terminologie et de néologie, en relation étroite avec l'Académie française. La commission ne limite pas sa fonction à la traduction en français de termes d'origine anglo-amércaine. Elle est en effet régulièrement saisie aux fins de concourir à la modernisation du code civil. La commission compte 17 personnalités qualifiées (magistrats, représentants des professions du droit, universitaires, fonctionnaires).*
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (articles 65 et 66)) Décret no 91-1266 du 19 décembre 1991 (art. 133). Décret no 2000-344 du 19 avril 2000	26	0	0	0	5	2	4	
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 25 février 2010 relatif au statut du Conseil national de l'action sociale (NOR: JUSA1005323A)	34	10	10,35	10,6	17	3	3	*Augmentation du coût des frais de déplacement des membres, seule dépense liée au fonctionnement du CNAS. Le CNAS peut se réunir en formation plénière ou en commission permanente.*
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	28	0	0		0	0		*La commission ne s'est pas réunie depuis 2006.*
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	0	0	0,608	0	0	1	*Ces frais sont liés aux déplacements des membres du CNTC de leur lieu de résidence au lieu des réunions, à Paris.*
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit	49	-	0		-	3		
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18		0,713	1,2	1	2	2	*Ces frais sont liés aux déplacements des membres de leur lieu de résidence au lieu des réunions, à Paris.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
3. Justice et libertés									
Observatoire des carrières de la justice	Arrêté du 21 août 2003 relatif à la création d'un observatoire des carrières de la justice. NOR: JUSA0300299A	26	0	0	0	1	0	0	*Aucune réunion depuis la première. Le ministère envisage de relancer cette instance dans le cadre des travaux sur la parité.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-81, A. 123-7 et A. 123-34 du code de commerce	5	0	0	0	2	8	4	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. Le secrétariat, qui est dévolu à la DACS, est matériellement assuré par le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce.*
Comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Arrêté du 22 janvier 2008 relatif au comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice NOR: JUSG0801085A	35		0	0	n.a	4	4	
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0	2		2	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	2,8	3,2	1,5	8	6	8	*Des membres de la commission, désignés comme rapporteurs, doivent visiter les laboratoires qui sollicitent un agrément, puis rendre compte de leur visite à la commission : cette démarche est obligatoire, compte tenu des exigences du décret institutif.*
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61 63, 64 et 65 de la Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (article 54) Décret n° 97-875 du 24 septembre 1997 fixant la composition, les modalités de saisine et les règles de fonctionnement de la commission prévue par l'article 54 de la Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	4	0	0		1	0	1	*Les fonctions de membre de la commission sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. Le secrétariat est assuré par un magistrat mais le temps de travail est très limité de sorte qu'il n'est pas possible de le transcrire en ETP.*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0		0	0	0	*Cette commission doit être réunie dans le dernier trimestre 2010, pour statuer sur 22 dossiers d'indemnités dues à l'Etat dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire.* *Pas d'autres frais à prévoir que les frais de déplacements des membres venant de province. La charge de travail a été évaluée à 0,10 ETP*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Commission chargée de proposer le montant et la répartition des indemnités prévues à l'article 12-9 du décret du 19 décembre 1945	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le Décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	5	0	0		0	0	0	*Suppression annoncée: le projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel a été adopté en première lecture le 6 octobre 2009 par l'Assemblée nationale et le 22 décembre 2009 par le Sénat. Au 1er septembre 2010, il y a 231 offices, regroupant 430 professionnels. A compter du 1er janvier 2012, ils fusionneront avec les avocats. Un fonds sera institué, chargé du paiement des indemnités dues aux avoués.*
Commission consultative sur les taux de prêts d'argent	Article L. 313-6 du code de la consommation Arrêté du 8 août 1967 fixant la composition de la commissionconsultative prévue à l'article 7 de la Loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité	0					0		*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Commission d'harmonisation du droit privé	Arrêté du 22 août 1985 portant création d'une commission d'harmonisation du droit privé	27	1	1	1	1	1		
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	8	0	0	0	6	5	3	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *La charge de travail correspond à environ 0,30 ETP.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 37)	8	0	0	0	6	5	7	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *La charge de travail correspond à environ 0,50 ETP.*
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	0	2	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité.*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province* *Pas de chiffrage en ETP possible à défaut de réunions de cette commission dans les dernières années*
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics et ministériels (articles 49-1 à 49-3)		0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province.* *Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité.*
Commission de propositions de nominations d'un avoué dans un office vacant ou créé	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le Décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	0	0	0		0	0	0	*Suppression annoncée du fait de la suppression de la profession d'avoué dans le cadre du projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (article 72) Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)	7	1,6	2,8	0	6	5	0	*Renouvellement de certains membres en cours*
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (article 3) Arrêté du 4 février 1950 (JO 14-02-1950 p. 1735)	30	0	0	0	4	4	4	*Pas de budget propre*
Commission des archives audiovisuelles de la justice	Loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice (articles 3 à 5)	0	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	12	0	0		5	6		
Commission nationale d'indemnisation des commissaires priseurs, huissiers et notaires	Loi no 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (article 45). Décret n° 2001-652 du 19 juillet 2001 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	0					0	0	*Suppression engagée dans le cadre de la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2 et L. 812-4 du code du commerce	12	0	0	0	7	8	7	*La charge de travail a été évaluée à 1,8 ETP à l'administration centrale.*
Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété NOR: JUSC8720620A	11	0	0	0	13	13	16	*Les fonctions de membre de la commission sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique NOR: JUSC9820051A	17						6 réunions par an	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. La commission fait partie intégrante d'un dispositif d'ensemble d'enrichissement de la langue française chapeauté par la commission générale de terminologie et de néologie, en relation étroite avec l'Académie française. La commission ne limite pas sa fonction à la traduction en français de termes d'origine anglo-amércaine. Elle est en effet régulièrement saisie aux fins de concourir à la modernisation du code civil. La commission compte 17 personnalités qualifiées (magistrats, représentants des professions du droit, universitaires, fonctionnaires).*
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (articles 65 et 66)) Décret no 91-1266 du 19 décembre 1991 (art. 133). Décret no 2000-344 du 19 avril 2000	26	0	0	0	5	2	4	
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 25 février 2010 relatif au statut du Conseil national de l'action sociale (NOR: JUSA1005323A)	34	10	10,35	10,6	17	3	3	*Augmentation du coût des frais de déplacement des membres, seule dépense liée au fonctionnement du CNAS. Le CNAS peut se réunir en formation plénière ou en commission permanente.*
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	28	0	0		0	0		*La commission ne s'est pas réunie depuis 2006.*
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	0	0	0,608	0	0	1	*Ces frais sont liés aux déplacements des membres du CNTC de leur lieu de résidence au lieu des réunions, à Paris.*
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit	49	-	0		-	3		
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18		0,713	1,2	1	2	2	*Ces frais sont liés aux déplacements des membres de leur lieu de résidence au lieu des réunions, à Paris.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
4. Affaires étrangères et européennes									
Observatoire des carrières de la justice	Arrêté du 21 août 2003 relatif à la création d'un observatoire des carrières de la justice. NOR: JUSA0300299A	26	0	0	0	1	0	0	*Aucune réunion depuis la première. Le ministère envisage de relancer cette instance dans le cadre des travaux sur la parité.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Autorité de la statistique publique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée (article 1er) Décret n° 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique	9	-	-	9,4	-	-	3	*Installée en juin 2009*
Autorité des normes comptables	Ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables Décret n° 2010-56 du 15 janvier 2010 relatif à l'Autorité des normes comptables	16	2,6	2,9	2,9	328	297	312	*Les réunions de l'ANC comprennent non seulement celles du collège (12) mais aussi celles des commissions (environ 30) et de l'ensemble des groupes de travail qui sont très nombreux.*
Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	Loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (article 49) Décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	17	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L. 614-2, D. 614-2 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits dans articles L. 411-2, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	15	0	0	0	10	12	16	*Le coût de fonctionnement est pris en charge par la Banque de France.*
Comité consultatif du secteur financier	Articles L. 614-1, D. 614-1 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits aux articles L. 411-1, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	60	128,2	199,3	201	29	32	33	*Augmentation de 1% entre 2009 et 2008*
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics	6	19	11,9	15,4	10	8	9	*Après une réduction l'année précédente, l'activité a été plus soutenue en 2009, entraînant une hausse des coûts de fonctionnement.*
Comité de liaison des comités de bassin d'emploi	Décret n° 2002-790 du 3 mai 2002 relatif aux comités de bassin d'emploi et au comité de liaison des comités de bassin d'emploi	27	0	0	0	3	3	0	*Le choix a été fait de ne pas réunir cette instance en 2009.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€) 2007	2008	2009	Nombre de réunions 2007	2008	2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement

5. Économie, industrie et emploi

Comité de mobilisation industrielle	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense	var.				0	0	0	*Inactif en temps de paix*
Comité de répartition des matières premières et produits industriels	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense							0	*Inactif en temps de paix*
Comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	Décret n° 2008-1287 du 10 décembre 2008 relatif à la création d'un comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	7	-	-		-	-	3	*Le comité s'est réuni pour l'instant une fois en 2010.*
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique (reproduits dans le code des assurances, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale)	23	0	0	0	4	4	3	*Une réunion en 2010*
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale (articles 5 à 7)	5	0	0	0	0	1	2	
Comité des inspecteurs généraux	Décret n° 73-276 du 14 mars 1973 relatif au statut particulier du corps de l'inspection générale des finances (article 3)	42	0	0	0	11	11	11	*Pas de budget de fonctionnement affecté*
Comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	Décret n° 2007-905 du 15 mai 2007 portant création du comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	10	0	0	0	2	2	3	*Pas de budget de fonctionnement affecté*
Comité du capital-investissement	Article 41 DGA du code général des impôts, annexe 3	3	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 3 et 20 à 22) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation du comité du label NOR: ECES0913237A	10	-	-		-	-		*Créé en 2009- composante du CNIS*
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 14 à 18)	24	0	0	0	3	0	4	
Comité ministériel des achats	Arrêté du 17 mars 2009 pris en application de l'article 3 du Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 4)	10	-	-	0	-	-	4	*Créé en 2009. Pas de budget de fonctionnement affecté.*
Comité pour l'histoire économique et financière de la France	Arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'institut de la gestion publique et du développement économique (article 5) NOR: ECOP0100278A	25	-	-	0	1	1	1	*Le CHEFF a été reconfiguré par arrêté du 18 mai 2009 et recomposé par décision du 28 octobre 2009 ; ainsi recomposé, il s'est réuni en septembre 2010.*
Comité stratégique du service commun des laboratoires	Arrêté du 14 mars 2006 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Service commun des laboratoires du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie " (article 5) NOR: ECOP0600173A	3	0	0	0	1	0	0	*Suppression envisagée (fin 2010)*
Comités consultatifs placés auprès des ministres responsables d'une grande catégorie de ressources	Articles R.* 1141-4 et R. 1331-1 du code de la défense	var.							*Actifs en temps de crise. Pas de budget de fonctionnement ; ces comités sont composés uniquement d'agents de l'Etat.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles	Arrêté du 11 avril 2005 portant création d'une commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles NOR: ECOS0520005A	4	0	0	0	0	0	0	*Cette commission ne s'est pas réunie depuis 3 ans, mais sa suppression créerait un vide juridique dans l'attente de la réforme prochaine du statut des enquêteurs de l'INSEE.*
Commission consultative des communications électroniques	Articles L. 33-4, D. 99-4 et D. 99-5 du code des postes et communications électroniques	24	-	-	0	-	-	3	*Cette commission résulte de la fusion, intervenue en 2009, de la commission consultative des réseaux et services de communications électroniques et de la commission consultative des radiocommunications.*
Commission consultative des marchés publics	Décret n° 2009-1279 du 22 octobre 2009 relatif à la commission consultative des marchés publics	9	-	-	31,3	-	-	5	*Créée en 2009*
Commission consultative relative à la réception des betteraves dans les sucreries et distilleries	Arrêté du 24 février 2006 relatif à la réception des betteraves dans les sucreries et les distilleries (article 17) NOR: ECOC0500165A	17	0	0		1	1	1	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivants du code de commerce)	39	10,284	9,42	9,11	11	12	12	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	153,7	126,5	116,3	11	12	11	*Réductions budgétaires sur la sous-traitance en matière d'audit de la sécurité des systèmes d'information. Autres charges en hausse à causse d'exigences accrues de la Commission européenne. Outre les 5 membres, la commission compte 15 agents permanents dont les salaires et charges ne sont pas comptés dans les coûts ; ceux-ci correspondent à la dotation globale de fonctionnement attribuée chaque année pour les coûts externes.*
Commission de coordination des centres de formalités des entreprises	Article R. 123-28 du code de commerce Arrêté du 1 octobre 2007 relatif à la commission de coordination des centres de formalités des entreprises. NOR: PRMX0760526A	8	0	0	0	1	7	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission des annales des mines	Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'organisation du Conseil général des mines NOR: ECOP0750402A	10	0	0	0	1	1	0	*L'existence de la Commission des Annales des mines a été reconfirmée par le décret du 16 janvier 2009, relatif à la création du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET), issu de la fusion du Conseil Général des mines et du Conseil général des technologies de l'information, ainsi que par l'arrêté relatif à son organisation, daté du même jour. La Commission ne s'est pas réunie en 2009, du fait de la mise en place du nouveau conseil. Une réunion est programmée en 2010. Il est à noter que la revue Les Annales des Mines parait régulièrement tous les mois. Les sous-commisssions relatives à chacune des 3 séries trimestrielles constituant la revue se réunissent à un rythme trimestriel (pour les séries Réalités Industrielles et Responsabilité & Environnement) et toutes les 6 semaines (pour la série Gérer & Comprendre). Les réunions de ces commissions n'engendrent pas de frais particuliers.*
Commission des clauses abusives	Articles L.534-1 et suivants et R.132-3 à R.132-6 du code de la consommation	25	0	0	0	15	13	12	
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 Décret n° 77-297 du 27 mars 1997	40	0	0	0	2	0	2	
Commission des comptes des services	Décret n° 87-989 du 9 décembre 1987 portant création d'une commission des comptes des services Arrêté du 5 décembre 2006	49	0	0	0	2	2	2	
Commission des comptes du tourisme	Articles D. 122-25 et suivants du code du tourisme	32	0	0	0	1	1	0	*La commission ne s'est pas réunie en 2009, dû à un retard lié à la rénovation des comptes avec la RGPP. L'existence de cette instance permet de valider les comptes du tourisme avec les professionnels du secteur et notamment de déterminer le poids du tourisme dans le PIB. Aucun coût, les personnes se déplacent gratuitement.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier (article 15) Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	100	100	100	
Commission d'orientation du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce	43	-	0	0	-	0	3 réunions plénières et 16 réunions des sous commissions	*Création par la LME – Au sein de la commission, création de quatre sous-commissions qui se sont réunies chacune quatre fois soit 16 réunions.*
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	3,2	2,4	2,4	4	3	2	
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP)	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social (article 6) Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du Décret n° 53-707 du 9 août 1953. NOR: ECOP0500103A	5 à 8	0	0	0	89	96	92	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	0	9	9	9	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R. 1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique NOR: PRMX0104748A	5	0	0	0	4	3	3	
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret n° 2010-663 du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France (article 4)	16	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale d'agrément délivré à des organismes de tourisme social et familial	Articles R. 412-3 et suivants du code du tourisme	16	0	0	0	2	1	0	*1 réunion en 2010*
Commission nationale de concertation des professions libérales	Décret n° 2003-15 du 3 janvier 2003 portant création de la Commission nationale de concertation des professions libérales	46	0	0	0	2	1	1	
Commission nationale de la certification professionnelle	Article L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	32			54	5	4	14	*La loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie a développé les missions de cette instance.*
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant " Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant ". NOR: PMEA0620042A	19	0	0	0	10	8	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission nationale des guides-interprètes et conférenciers	Articles R. 221-4 et D. 221-5 à D. 221-10 du code du tourisme	18	0	0	0	6	3	3	
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 23) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales NOR: ECES0913239A	0	-	-		-	-		*Créée en 2009- composante du CNIS*
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier		-	-	0	-	-	0	*Créée en 2009*
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail	21	393	418	455	15	23	25	*Modification des missions de la CNTR par Décret n° 2007-1461 du 12 octobre 2007 applicable au 01 novembre 2007 modifiant le Décret n° 67-1165 transposé dans le code du travail depuis le 01 mai 2008. Tous les restaurateurs ou toutes les personnes, organismes ou entreprises qui souhaitent accepter les titres-restaurant doivent déposer un dossier auprès du Secrétariat Général de la CNTR à compter du 01 novembre 2007. Le nombre de dossiers de demande d'agrément au titre-restaurant a ainsi été multiplié par 3 depuis le 01 novembre 2007. L'augmentation des coûts de fonctionnement constatée en 2008 découle de l'augmentation des frais d'affranchissement en envoi normal et recommandé avec AR.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 24) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population NOR: ECES0913236A		-	-		-	-		*Créée en 2009- composante du CNIS*
Commission nationale du commerce équitable	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (art. 60) Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	23	0	0	0	0	0	0	*Les premières réunions se tiendront en 2010.*
Commission paritaire nationale dite 'CPN 52'	Loi n° 52-1311 du 2/12/1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambre de commerce et des chambres de métiers Arrêté du 4 mars 2004 relatif à la commission paritaire du personnel administratif des chambres de métiers créée en application de la Loi n° 52-1311 du 10 décembre 1952	13	0	0	0	0	2	2	
Commission permanente de concertation pour les services	Décret n° 2009-1048 du 27 août 2009 relatif à la création d'une commission permanente de concertation pour les services	31	-	-		-	-		*Créée en 2009*
Commission permanente des affaires économiques de la défense	Article R.* 1142-13 du code de la défense					0	0		*Inactive en temps de paix*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux NOR: ECOI9700426A	27	0	0	0	7	5	3	*Coût nul (membres bénévoles non défrayés)*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile NOR: ECOI9800882A	30	0	0	0	1	4	4	*Coût nul (membres bénévoles non défrayés)*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques NOR: ECOI9700424A	33	17,25	17,62	0	4	4	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales	Arrêté du 28 février 2006 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales NOR: INDI0606958A	43	0	0		5	3	5	*Coût nul (membres bénévoles non défrayés)*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières NOR: ECOI9800040A	27	0	0	0	4	4	3	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière NOR: ECOZ97000001A	25	0	0		4	4	4	*Coût nul (membres bénévoles non défrayés)*
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L. 125 et D. 570 à D. 593 du code des postes et des communications électroniques	14	0	0	0	9	12	14	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Commissions professionnelles consultatives (7 commissions professionnelles et une commission interprofessionnelle)	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi NOR: MESF0010182A	100	2000	2000	1500	82	56	56	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (articles 48 et 49-5) ; Arrêté du 8 mars 2002 -	57	0	0	0	16	16	1	
Conférence nationale de l'industrie	Décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie	40	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2010*
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0	0	1	1	1	
Conseil d'établissement de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (article 5)	24	2106	2514	3490	1	1	1	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D. 561-51 et suivants du code monétaire et financier		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Conseil d'orientation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (article 5)	16		1		1	1		*Fusion engagée avec le conseil d'établissement de la même école*
Conseil national de l'emploi (ex Comité supérieur de l'emploi)	Articles L. 5112-1 et R. 5112-1 et suivants du code du travail	27	0	3	3	8	6	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Conseil national de la consommation	Articles D. 511-1 et suivants du code de la consommation	93	0	0	0	50	59	59	
Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie	Articles L. 6123-1, L. 6123-2 et D. 6123-1 et suivants du code du travail	62	100	95	102	4	5	7	
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale NOR: ECOP0200012A	30	5	6	5	3	3	3	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 1er à 13)	44	130	173	73	65	74	96	*L'année 2008 a été marquée par la préparation du moyen terme, avec des rencontres, ce qui a entraîné un coût supplémentaire. Le Conseil national de l'information statistique chargé de la concertation entre les utilisateurs et les producteurs de statistiques se réunit au moins deux fois par an par commission selon les grandes thématiques du débat économique et social. Pour le moyen terme en cours le Cnis est organisé en 7 commissions : Démographie et questions sociales Emploi qualifications et revenus d'activité Entreprises et stratégies de marchés Environnement et développement durable Services publics et services aux publics Système financier et financement de l'économie Territoires Une commission spécifique traite de l'évaluation de la collecte du recensement. A chacune de ces commissions sont associés autant que de besoin des groupes de travail.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi (article 9) Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	43	0	12,234	18,556	2	2	2	*Accroissement de l'ensemble des activités en 2009*
Conseil national des missions locales	Articles R. 5314-1 et suivants du code du travail	61	0	0	112,598	2	2	1 plénière + 4 bureaux	
Conseil national du tourisme	Articles D. 122-5 et suivants du code du tourisme	200	0	57	32	63	52	29	
Conseil pour la diffusion de la culture économique	Arrêté du 14 octobre 2008 relatif au conseil pour la diffusion de la culture économique NOR: ECEZ0824081A	15	-		0	-	6	4	*Aucun budget de fonctionnement n'est affecté à ce conseil.*
Conseil stratégique du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce (article 10)	16	-	-		-	1	1	
Conseil supérieur de l'économie sociale	Décret n° 2006-151 du 13 février 2006 instituant une délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale Décret n° 2006-826 du 10 juillet 206 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale	36	3	3	8,3	4	3	0	*Pas de séance plénière en 2009, mais poursuite des groupes de travail et mission à l'international (Canada)*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
5. Économie, industrie et emploi									
Conseil supérieur de la coopération	Décret n° 76-356 du 20 avril 1976 relatif au Conseil supérieur de la coopération modifié par le Décret n° 97-228 du 11 mars 1997.	30	0	0	0	13	13	1	*Viennent s'ajouter les réunions du bureau du Conseil qui assure le suivi des dossiers coopératifs qui se réunit au minimum trois fois par an.*
Conseil supérieur de la propriété industrielle	Article R. 413-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	21	0	0	0	4	6	3	
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	Articles L. 5214-5 et R. 5214-2 et suivants du code du travail	0	0	0			0		*Suppression annoncée*
Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	20					1	1	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	-	-	4,4	-	-	4	*Créé en 2009 ; 4 réunions en 2010 (10 jours/agent catégorie A et 6 jours/agent catégorie A+)*
Groupe interministériel des produits chimiques	Décret n° 81-278 du 25 mars 1981 portant création d'un groupe interministériel des produits chimiques modifié par le Décret n° 2006-1523 du 4 décembre 2006 concernant les bonnes pratiques de laboratoire	8	0	0	0	4	6	5	
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics. Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	321	0	0	0	5 à 6	5 à 6	4	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	-	-		-	-	2	*Créé en 2009*
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 à 132 du code des marchés publics Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'Observatoire économique de l'achat public (NOR: ECOM0500091A)	71	0	0	0	5	3	3	*Pas de coûts de fonctionnement spécifiques. Il s'agit d'une instance de concertation.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
6. Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.	86	533,515	593,449	549,557	4	4	5	
Comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie	Article R. 121-6 du code de la construction et de l'habitation Arrêté du 22 décembre 1949 portant création d'un comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie (toujours en vigueur, modifié en 2008)	13	0	0	0	5	5	4	
Comité pour la mémoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	12	43	43	41	4	4	6	
Commission centrale et commissions locales de sécurité	Article R.* 123-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation	45	0	0,18	0,3	11	11	10	*Evolution du coût entre 2008 et 2009 lié à la ré-installation de la commission après le renouvellement triennal des mandats.*
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	8,2	8,5	8,8	2	2	2	*Augmentation de la masse salariale et du coût des transports*
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	Décret n° 2009-334 du 26 mars 2009 portant création d'une commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	12	0	0	0	7	8	6	
Commission consultative d'évaluation des normes	Articles L. 1211-4-2 et R. 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22		0,13	1,729		6	13	
Commission consultative des polices municipales	Articles L. 2212-7 et L. 2212-8 et R. 2212-3 et suivants du code général des collectivités territoriales Article L. 412-52 du code des communes	24	7,49	4,84		1	0		

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
6. Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales									
Commission consultative pour l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-12 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	7,319	2,595	3,199	5	3	7	
Commission consultative prévue au deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts	Deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts dans sa rédaction issue de l'article 31 de la loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003 Articles 46 quaterdecies V et 46 quaterdecies W de l'annexe III au code général des impôts	8	0	0	0	7	4	6	
Commission d'assimilation des diplômes européens (fonction publique territoriale)	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique (articles 15 et 16) (a abrogé, par son article 24, le Décret n° 94-743 du 30 août 1994, précédemment applicable à la fonction publique territoriale)	7	0	0	0	5	5	4	
Commission de l'information et de la sécurité du conseil supérieur des sports de montagne	Articles A. 42-15 et suivants du code du sport	57	0	0	0	2	2	1	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté ministériel du 13 août 1948 instituant auprès du ministère de l'Intérieur une commission de révision du nom des communes (pris en application de l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 relative à la procédure de modification des circonscriptions administratives)	8				1			

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
6. Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales									
Commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de sécurité civile	Arrêté du 16 décembre 2009 fixant les missions et la composition de la commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de sécurité civile NOR: IOCE0930721A	32	-	-		-	-	0	*Créée fin 2009*
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	0	1	0	*Une réunion a eu lieu en 2010 (5 dossiers).* *Il n'existe pas de frais de missions ou de frais matériels pour cette commission.Son secrétariat est assuré par le bureau des polices administratives, sur ses moyens de fonctionnement propres.*
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8 membres titulaires et 8 suppléants	0	0	0	4	6	9	
Commission nationale de conciliation (transfert de compétences)	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 104 (IV) Décret n° 2007-1553 du 31 octobre 2007 relatif à la Commission nationale de conciliation	12	0	0	0	1	2	0	
Commission nationale de la vidéosurveillance	Décret n° 2007-916 du 15 mai 2007 portant création de la Commission nationale de la vidéosurveillance	20	0	0	0	1	2	2	*La commission n'a pas de budget propre. Les frais sont à la charge des participants aux réunions.*
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (article 74) Décret n° 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	39	-	-		-	-		*Créée en 2009*
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-2 et R. 15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale		-	-	-	-	-	-	*Créée en décembre 2009*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
6. Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales									
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	6	0	0	0	4	5	4	*Il n'existe pas de frais de missions ou de frais matériels propres à cette commission. Les frais de déplacements éventuels sont pris en charge par la direction d'attache des membres de la commission. Son secrétariat est assuré par le bureau des polices administratives, sur ses moyens de fonctionnement propres.*
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 44) Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	1	1,99	3,4	5	1	4	*Rémunération d'une sténotypiste et remboursement des frais de déplacement*
Conseil de l'équipement et de la logistique	Décret n° 96-828 du 19 septembre 1996 relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la police nationale et la gendarmerie nationale	6 pour la DGPn° + 6 pour la DGGN	0	0	0	0	1	2	
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	2,937	5,865	4,9176	6	5	5	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 et R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	0,586	1,355	1,66	1 séance plénière+ 1 groupe de travail	1 séance plénière+1 groupe de travail	1 séance plénière+ 2 groupes de travail	
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (articles 8 et suivants) Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	55,793	66,089	62,661	45	44	45	*Les nombres de réunions indiquées regroupent séances plénières et formations spécialisées. Le nombre de réunions plénières a été, pour 2007, 2008 et 2009, respectivement de 8, 8 et 7.*
Conseil supérieur de la police technique et scientifique	Décret n° 92-294 du 25 mars 1992 portant création d'un Conseil supérieur de la police technique et scientifique	12	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
6. Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales									
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police NOR: IOCD0922534A	25	-	-		-	-		*Créé en 2009*
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	0	60,985	57,173	1	1	1	
Observatoire national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers	Arrêté du 4 janvier 2006 relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires. NOR: INTE0600044A	20	0,60	0,60	0	1	1	0	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	6,24	4,01	3,25	43	44	34	
Observatoire national du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	Décret n° 96-772 du 4 septembre 1996 portant création de l'Observatoire national et des observatoires départementaux du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	24	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds NOR: ASEA8701226A	16	0	0	0	0	0	0	
Comité de programmation et de pilotage de la formation interministérielle	Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat					2	2		
Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active	Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (article 32) Décret n° 2009-1112 du 11 septembre 2009 relatif à la composition du comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active		-	-	28	-	-	11	*Les coûts de fonctionnement représentent les frais de déplacement d'intervenants pour 1959 € et le lancement d'une enquête téléphonique pour un coût de 26 296 €. Le 1er comité d'évaluation a eu lieu le 15/09. La DARES en assure l'organisation et le secrétariat.*
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	9		11	15	11	*De manière générale, le CDSEI n'entraîne pas de dépenses pour le ministère, les déplacements des membres ne nécessitant pas de prise en charge.*
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 19 juin 1970 modifié instituant un comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat	22	0	45	45	25	26	30	*Rectification du nombre de réunions 2008 (26 et non 5).* *Le bureau des politiques sociales assure le secrétariat du CIAS.*
Comité national de la coordination gérontologique	Articles L. 113-2 et D. 113-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	36			0			0	*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	21			0			0	
Comité national de vigilance et de lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapés	Articles D. 116-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	47	0	0	0	16 (2 séances plénières + 14 réunions de groupes de travail)	9 (2 plénières + 7 GT)	1 séance plénière	
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	64	31	24	26,5	46	34	40	
Comité national du parrainage	Arrêté du 26 mai 2003 portant création d'un Comité national du parrainage. NOR: FAMA0321920A	14	0	0		5	5	3	*Arrêté en cours de renouvellement (10 membres prévus)*
Comité technique de l'observatoire de l'emploi public	Décret n° 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public (articles 4 et 5)	0	0	0	0	0	0	0	*Suppression annoncée. Le futur Conseil supérieur de la fonction publique devrait reprendre pour partie les missions de l'Observatoire de l'emploi public (voir infra).*
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (article 8) Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat								
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	2	0	0	0	13	10	8	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale	Article R. 3142-2 du code du travail	13	0	0	0	1	1	1	
Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française Décret n° 2010-629 du 9 juin 2010 relatif au fonctionnement de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique	3	0	41	40	10	8	6	*Cette commission, créée en 2010, remplace la commission d'équivalence pour le classement des ressortissants communautaires instituée par le Décret n° 2002-759 du 2 mai 2002.* *Les chiffres indiqués pour 2009 sont donc ceux concernant la commission d'équivalence.* *La commission d'accueil a tenu sa première séance le 23 juin 2010.*
Commission de réforme	Article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite								
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique		0	0		70	50		

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret n° 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale				0,165	4	4	4	
Commission interministérielle d'examen des candidatures des fonctionnaires internationaux	Décret n° 85-1271 du 27 novembre 1985 portant application des articles 19 et 26 de la Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 2)	5	0	0		0	0		*Suppression annoncée*
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage	40	0	0		1	1	0	
Commission nationale contre les violences envers les femmes	Décret n° 2001-1240 du 21 décembre 2001 portant création d'une Commission nationale contre les violences envers les femmes	23	0	0	0	1	2	1	
Commission nationale d'agrément	Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément NOR: EMPF9700002A	6	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives (établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif)	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des famille	14			0		0	5	
Commission nationale de conciliation	Article L. 2522-1 du code du travail	11	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	9	0	0		12	2		
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0	0	0	10	11	13	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français NOR: TASA9620766A	18	0	0	0	1	1	1	
Commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret n° 99-691 du 30 juillet 1999 portant création d'une commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	24	0	0		3	3		
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale NOR: SOCA0222958A	40	0,753	1,09	4,5	3 réunions plénières + 5 réunions de groupes de travail	3 réunions plénières	3 réunions plénières, 1 réunion inter CPC et 7 groupes de travail	*Les coûts varient selon le nombre de réunions, de demandes de remboursement et du mode de transport utilisé (avion ou train).*
Commission relative à la dérogation aux règles d'accès au corps des attachés d'administration centrale	Décret n° 95-888 du 7 août 1995 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux attachés d'administration centrale (article 7)	0	0	0					*Suppression annoncée*
Commissions administratives de reclassement	Ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 (articles 17 et 18) Loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des évènements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale	12	179	125		10	11		*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*

7. Travail, solidarité et fonction publique

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
Conférence nationale du handicap	Article L. 114-2-1 du code de l'action sociale et des familles	0	0	0,5	0			0	*Cette conférence nationale se tient tous les 3 ans.*
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (article 9 ter)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Article L. 3346-1 du code du travail	0	-	-	0	-	-	0	
Conseil d'orientation des conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	54	-	-	45,871	-	-	58	*Installé en 2009*
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002). Arrêté du 30 novembre 2002 (NOR: SANA0223787A)	76	20,7	32,5	38,6	15	12	12	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	54	1,39	1,563	1,07	15	18	20	
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55	0	0	0	6	10	5	*Les coûts de fonctionnement du CNV sont intégralement pris en charge par le SG6CIV sur le programme 147 « politique de la ville ».*
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	14			3,44	5	0	6	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	28			2,4	5	0	5	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	0	2	2	2	
Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale	Articles L. 2312-2 à L 2312-5 et R. 2312-1 et suivants du code de la santé publique	51			0			1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 13) Décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	120	0	220	220	33	25	25	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et Articles R. 411-1 à R411-3 code de la mutualité	58	0	0	0	7	12	7	
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 14311 et suivants du code du travail	41	9	8	16	3	3	6	*Deux fois plus de CSP organisés en 2009 (coûts de sténotypie, restauration et frais de déplacements multipliés en conséquence),*
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code l'action sociale et des familles Arrêté du 7 juillet 2010 relatif à la composition du Conseil supérieur du travail social (NOR: MTSA1017134A)	69	1,281	9,671	6,88	1	4	1 réunion plénière, 17 réunions de groupes de travail et 1 séminaire	*Les coûts varient selon le nombre de réunions, de demandes de remboursement et du mode de transport utilisé (avion ou train).*
Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	24	19,937	20,454		24	24	12	
Haut conseil de la famille	Article D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	52	-	-	4	-	-	6	*Créé par décret du 30 octobre 2008. La nomination des membres est intervenue par arrêté du 3 Juin 2009.*
Haut conseil des rapatriés	Décret n° 2002-1479 du 20 décembre 2002 portant création du Haut Conseil des rapatriés	40	0	0		2	2		
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11, R.* 2122-1 et suivants du code du travail	16	-	-	0	-	-	2	
Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	Décret n° 95-1114 du 18 octobre 1995 portant création d'un Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	33	0	0	0	11	13	1	
Observatoire de l'emploi public	Décret n° 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public	45	0	0		0			*Suppression annoncée*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
7. Travail, solidarité et fonction publique									
Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	Décret n° 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	57	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	9	23	21	9	27	25	
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Article L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	24	339,397	577,548	405,489	15	15	17	
Observatoire national des zones urbaines sensibles	Loi n° 2003-710 du 1 août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (article 3) Décret n° 2004-1135 du 22 octobre 2004 relatif à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles	40	0	0	0	2	2	4	*Les coûts de fonctionnement de l'ONZUS sont intégralement pris en charge par le SG6CIV sur le programme 147 « politique de la ville ».*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
8. Education nationale									
Commission interministérielle (octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger)	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	8	0	0	0	2	2	3	*Pas de dépenses spécifiques : commission uniquement composée de fonctionnaires se réunissant à Paris. Institutions représentées : Economie, Education, MAE, Cour des comptes.*
Commission nationale du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française	Arrêté du 22 mai 1985 portant création du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française (article 6)	5	0	0	0	1	1	2	*C'est le CIEP qui est opérateur pour cette commission, il ne reçoit plus aucune subvention de la part du MEN pour son fonctionnement depuis 2006.*
Commission nationale instituée auprès du directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Articles D. 531-45 et D. 531-50 du code de l'éducation	22	8,04	8,99	9,99	2	2	2	*L'ensemble de la charge de cette commission est assurée par l'AEFE : en conséquence, c'est le budget du ministère des affaires étrangères qui est concerné.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur NOR: MENG0401634A	33	0	0	0	6	5	4	*Commission ne générant pas de frais de fonctionnement : membres en résidence à Paris ; réunions tenues dans les locaux du MEN.*
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Décret n° 2007-924 du 15 mai 2007 relatif aux commissions professionnelles consultatives et au comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	258,8	338,03	265,36	23 +1	27 + 2	35+2	*Augmentation du nombre de réunions plénières due à la préparation de la rénovation de la voie professionnelle. Ce nombre n'inclut pas celui des groupes techniques mis en place par les commissions (environ 400 réunions par an).*
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	13,29	15,17	14,52	2	2	5	*La baisse des coûts s'explique par l'organisation d'un CNVL au CIEP en 2008 (plus cher qu'au CREPS), et par la prise en charge d'une élève souffrant d'un handicap qui nécessitait une assistance médicale durant son séjour et des modalités de transport spécifiques.*
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	4	4	5	*Le CNAECEP ne génère aucun coût de fonctionnement hormis le coût du papier et un emploi de chargé d'études.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
8. Education nationale									
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation.	97	12,99 + 11,53	6,56 + 12,08	7,61	8 pl. + 5 CS	8 pl. + 6 CS	8 pl. + 1 SP	*Coût global pour séances plénières(pl) et section permanente(SP)*
Conseil territorial de l'éducation nationale	Articles L. 239-1 et D. 239-1 à D. 239-14 du code de l'éducation	50	0	0	0	2	1	1	*Cette commission ne génère pas de frais de fonctionnement supportés par le MEN.*
Haut Conseil de l'éducation	Articles L. 230-1 et suivants, articles D. 230-1 et suivants du code de l'éducation	9	146,45	66,40	123	33	27	31	*Ce montant comprend les frais de déplacement ainsi que les indemnités versées aux président, membres et experts.*
Observatoire national de la lecture	Arrêté du 3 avril 2001 portant création de l'Observatoire national de la lecture NOR: MENE0100754A	10	14,1	9,1	8,7	16 (3 plénières, 12 groupes de travail, 1 colloque)	15 (groupes de travail)	17 (groupes de travail)	
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code l'éducation	51	12	12	11	65	35	53	*Seules données disponibles : les frais de déplacement pour les réunions institutionnelles.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
9. Enseignement supérieur et recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Arrêté du 21 octobre 2003 portant création du comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé NOR: MENS0302309A	12				8	5	2	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (article 54) Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (articles 20 à 26)	15	34,694	32,669	42,48	13	13	12	*L'évolution du coût de fonctionnement est dû à une augmentation notable du nombre de dossiers expertisés.*
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	8 + 2	15	15	16	2	2	2	*Le conseil scientifique institué auprès du Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales (article 6 du Décret n° 2001-139) s'est réuni 3 fois en 2009 au lieu de 2 fois habituellement.*
Comité de suivi associant le CNESER et des représentants des établissements et secteurs de formation concernés… et Comité de suivi associant le CNESER, des représentants des universités et des secteurs de formation …	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 15) et art. 32 de l'arrêté du 23 avril 2002 relatif aux études universitaires conduisant au grade de licence	94	38	29	14,5	8	6	3	
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret n° 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	14	0	6	7,5		10	12	
Comité de suivi du cursus 'master'	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master (article 18) NOR: MENS0200982A	30	5,8	5,1	3,4	8	7	9	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
9. Enseignement supérieur et recherche									
Comité national de biologie médicale	Décret n° 2003-76 du 23 janvier 2003 fixant la réglementation du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale (article 10)	19	3,5	1,4		2	1	0	
Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 28 juin 2007 portant création du comité stratégique du calcul intensif. NOR: ESRR0757401A	22	14,620	10,331		3	7	6	*Lien vers le rapport du comité pour 2009/2010, qui témoigne de son activité très soutenue : http://calcul.math.cnrs.fr/Documents/DocOfficiels/CSCI_Rapport2009.pdf*
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue, placée auprès du ministère de l'enseignement supérieur	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France et arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission	18	5,2	5,2	5,4	4	4	4	
Commission consultative (TEF)	Décret n° 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturels indépendants dans les universités (article 16)	9	4	0	0	1	0	0	
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) et des instituts universitaires professionnalisés (sous-commission relative aux IUT)	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés NOR: RESK9500613A	34	11,9	15,1	8,1	7	13	5	
Commission consultative permanente d'oenologie	Décret n° 82-681 du 29 juillet 1982 modifiant la Loi n° 55-308 du 19 mars 1955 relative à la protection du titre d'oenologue.	23	5	6	0	1	1	0	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 81-536 du 12 mai 1981 modifié relatif au diplôme d'expertise comptable	21	1,7	1,5	3,4	6	5	5	
Commission consultative pour le diplôme de géomètre expert placée auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 97-242 du 17 mars 1997 relatif au diplôme de géomètre expert foncier délivré par le Gouvernement.(article 12)	10	0	0	0,3	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

9. Enseignement supérieur et recherche

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur (formation restreinte)	Décret n° 96-352 du 24 avril 1996 relatif à l'accès à la profession d'expert-comptable des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre1945.	9	0	0,345	0	1	1	2	*Les réunions sont fixées les mêmes jours que pour la commission plénière CCPEC.*
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion, dite 'commission Helfer'	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.	16	8,4	120	60	7	10	5	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	186	180	100	44	44	35	
Commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Décret n° 2008-510 du 28 mai 2008 portant création de la commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	8	-		0	-	1	1	
Commission nationale d'expertise de la licence professionnelle	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 12)	0	NC	6,9	10,6	NC	3	3	*Le nombre de réunions plénières est de 3 en 2009. Le coût augmente en raison d'un nombre plus important de dossiers à expertiser, ce qui induit des frais de déplacement des experts.*
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2008-50 du 15 janvier 2008 portant création de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	20	-	163,1	56,21	-	2	2	*La diminution des frais de fonctionnement s'explique par une diminution du nombre de demandes examinées, leur stock ayant été absorbé lors de la création de la commission en 2008. Les labellisations étant délivrées pour 3 ans, un pic est à prévoir en 2011.*
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-116 et suivants du code rural	21	0,5	0,8	0,8	2	2	2	
Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	Décret n° 2007-643 du 30 avril 2007 relatif à la Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	20	8,7	16,3	0	7	8	0	*Cette commission a vocation à être supprimée, le comité de suivi du cursus "master" devant être chargé du suivi des métiers de la formation et de l'enseignement.*
Commission pédagogique nationale des études de santé	Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé	42	-	-	-	-		-	*Cette commission se substitue à la commission nationale des études odontologiques et aux commissions pédagogiques nationales des études médicales et des études pharmaceutiques.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
9. Enseignement supérieur et recherche									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	21	5	5	5	5	5	5	
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales.	336	96,9	80,6	79,9	81	70	68	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	68			42		0	15	
Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants	Arrêté du 9 octobre 2003 portant création du Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants. NOR: MENC0302151A	40	NC			1	0	0	
Conseil supérieur de la recherche et de la technologie	Décret n° 82-1012 modifié du 30 novembre 1982 relatif au conseil supérieur de la recherche et de la technologie	44	32	30	33	46	37	39	*L'évolution du coût de fonctionnement s'explique par une augmentation du nombre de réunions.*
Haut conseil de la science et de la technologie	Décret n° 2006-698 modifié du 15 juin 2006 relatif au Haut conseil de la science et de la technologie	20			1,48	2		0	*Les coûts enregistrés correspondent aux remboursements de frais de déplacement au président du HCST.*
Observatoire des métiers et des compétences	Arrêté du 22 décembre 1998 relatif à l'Observatoire des métiers et des compétences. NOR: MENA9803060A	26	4,4	3,8				0	*Instance à caractère permanent qui procède à l'actualisation des référentiels de la filière ITRF. En cours de renouvellement de ses membres, elle ne s'est pas réunie en 2009 mais son maintien est impératif. Elle a été prorogée pour 5 ans par décret 2009-627 du 6 juin 2009.*
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante NOR MENU8802163A	21	426,6	411,6	411,6	3	3	NC	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
10. Défense									
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale NOR: DEFG0926227A	7	-	-		-	-		*Créé en 2009*
Comité de règlement des contestations en douane	Article L. 2335-3 du code de la défense Arrêté du 10 juillet 2002 fixant la composition du Comité de règlement des contestations en douane NOR: DEFC0201899A	5					2		
Comité des achats	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense (NOR: DEFD1009538A)	8	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	8	0	0	0	7	7	7	
Comité d'experts de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans (articles 6, 8 et 9)	10	0	0	0	3	3	3	
Comité d'indemnisation	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 4) Décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	9	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
10. Défense									
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement (NOR: DEFD1004707A)	3+2	-	-	-	-		-	*Créé en 2010*
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	3,3	3,3	3,3	1	1	1	
Comité scientifique de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la défense Arrêté du 5 février 2009 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du comité directeur de l'océanographie militaire et du comité scientifique de l'océanographie militaire (article 6) (NOR: DEFD0904758A)	15	0	0	0	1	1	1	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées. - (p)Pris en application du Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse.	70	90	82	80	45	45	45	*Dans le cadre du plan "égalité des chances", la prise en compte du suivi des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC) entraîne dès 2010 un doublement du coût de fonctionnement de la Commission armées-jeunesse.*
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
10. Défense									
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 7) Décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2010*
Commission consultative 'défense-météorologie'	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la commission consultative « défense-météorologie » NOR: DEFD0773788A	15	0	0	0	1	1	1	
Commission consultative médicale des anciens combattants et victimes de guerre	Arrêté du 8 mars 1999 portant application de l'article 3 du Décret n° 99-164 du 8 mars 1999 fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense. Décret du 27 octobre 1919 modifiant celui du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale Décret du 15 octobre 1920 modifiant la compétence des organismes consultatifs médicaux pour l'attribution des pensions de guerre modifiant le décret du 2 septembre 1919	6	0	0	0	commission		permanente	
Commission consultative nationale pour l'habilitation des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à ester en justice	Décret n° 92-701 du 20 juillet 1992 portant application de la Loi n° 91-1257 du 17 décembre 1991 permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice	5	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
10. Défense									
Commission d'experts (AFN)	Articles L. 253 bis et R. 227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	9	36,9	41,2	32,5	16	17	16	*L'évolution des coûts dépend du nombre de dossiers examinés par la commission. Le montant des indemnités allouées aux président, rapporteur général et aux officiers rapporteurs n'a pas été réévalué depuis l'arrêté du 25 avril 1997.*
Commission des bonifications	Article R. 224 (II du D) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	24	0	0	0	0	0	0	
Commission interministérielle de contrôle	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace NOR: DEFD0301523A	4	0	0	0	6	4	6	
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions	11	0	0	0	11	0	0	
Conseil central de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif au Conseil central de l'action sociale NOR: DEFP0201093A Article R. 3422-7 du code de la défense	53	0	0	0	2	1	2	
Conseil de la recherche du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 (art. 5) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées NOR : DEFE9554015A	9	0	0	0	1	1	1	*Suppression annoncée*
Conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	Arrêté du 13 mars 2002 instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense NOR: DEFD0201211A	8	0	0		1	1	1	*Coûts de fonctionnement difficiles à isoler car pas de structure permanente mais des représentants « actionnés » régulièrement sur des sujets donnés. Le secrétariat est assuré conjointement par l'inspecteur pour la sécurité nucléaire & par le sous-chef « forces nucléaires » de l'EMA.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
10. Défense									
Conseil économique de la défense	Arrêté du 1er octobre 2007 portant création d'un conseil économique de la défense NOR: DEFD0766958A	13	0	40	40,9	1	2	4 réunions ministérielles + 60 réunions de groupes	
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	0	0	0	
Conseil scientifique de la défense	Arrêté du 18 juin 1998 portant création d'un conseil scientifique de la défense NOR: DEFM9801575A	23	15	15	15	12	12	12	
Conseil scientifique de la division de la recherche et de la documentation	Article D. 4152-11 du code de la défense - Arrêté du ministre de la défense du 4 mars 2009 fixant la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement des conseils de l'enseignement militaire supérieur NOR : DEFD0830903A	0	-	-	0	-	-	0	*Suppression engagée, : cette suppression sera confirmée par de nouveaux textes réorganisant la Direction de l'Enseignement Supérieur et créant l'Institut de recherches stratégiques de l'Ecole militaire. Cette instance devrait être emplacée par le conseil scientifique de l'IRSEM.*
Conseil scientifique du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 (art. 5) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées NOR: DEFE9554015A	0	0	0	0	0	0	0	*Suppression envisagée*
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L. 4261-1 et D. 4261-1 et suivants du code de la défense	64	28	32	38	4	4	4	
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matiers nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R. 1333-15 du code de la défense		-	-	0	-	-	0	*Créé en septembre 2009*
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense	9	34	28	25,5	31	29	15	
Observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	11	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Comité de coordination de la formation médicale continue	Article L. 4133-3 du code de la santé publique	21	0	0		8	8	6	*En cours de suppression*
Comité de lutte contre la grippe	Décret n° 2008-733 du 25 juillet 2008 créant un Comité de lutte contre la grippe	22	-	5	5	-	10	44	*Le nombre de membres a été porté de 20 à 22 en 2009. Il y a eu 44 réunions en 2009 dans le contexte de la pandémie de grippe H1N1. Le coût des conférences téléphoniques n'est pas connu.*
Comité de pilotage restreint et groupes de travail du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Arrêté du 5 mai 2008 portant création du comité de pilotage restreint et des groupes de travail du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques NOR: SJSP0811619A		-			-			*Créé en 2008*
Comité de pilotage de l'observatoire national de la fin de vie	Décret n° 2010-158 du 19 février 2010 portant création de l'Observatoire national de la fin de vie		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité de pilotage des évènements indésirables graves	Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux modalités de l'expérimentation de déclaration des événements indésirables graves liés à des soins réalisés lors d'investigations, de traitements ou d'actions de prévention autres que des infections nosocomiales	41	0,5	0,5	0,8	2	1	5	
Comité de pilotage du programme national nutrition santé PNNS 2006-2010	Décret n° 2007-558 du 13 avril 2007 portant création du comité de pilotage du programme national nutrition santé 2006-2010	68	15	12	12	10	8	10	
Comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010	Arrêté du 3 avril 2008 relatif aux missions et à la composition du comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010 NOR: SJSH0808531A	43	-	0	0	-	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France	Arrêté du 31 janvier 2008 portant création du comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France NOR: SJSP0769715A	37	-	3,5	4,8	-	2	18	*En 2009, se sont tenues 2 réunions plénières et 16 réunions de groupes de travail.*
Comité des médaillés de la jeunesse et des sports	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports (article 5)	26	0	0	0	2	2	2	
Comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (article 35) Décret n° 2010-114 du 3 février 2010 relatif au comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	13	-	-		-	-		*Créé en 2009*
Comité économique des produits de santé	Articles L.162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	1520	1520	890	70	70	70	*Ce coût inclut les fournitures courantes + vacations et indemnités des membres + coûts de poursuite des projets informatiques + frais dde production des statistiques sur les médicaments. Instance à caractère interministériel, ce comité détient un pouvoir propre de décision en matière de fixation du prix des produits de santé. Il décide également du tarif forfaitaire de responsabilité (TFR) prévu à l'article L162-16 du CSS.*
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique	34	0	0		7	9		
Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe	Arrêté du 17 mars 2006 portant création d'un Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe NOR: SANC0621980A	11	0	0		2	3		

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R. 1413-26 à R. 1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	4	5	4	*Comité uniquement composé d'agents de l'Etat. Pas de coût de fonctionnement.*
Comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie	Arrêté du 8 juillet 2008 portant création d'un comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie NOR: SJSC0817759A	20	-		0,02	-	1	2	
Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie NOR NOR: SANC0620608A	30							
Comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Arrêté du 29 mars 2002 portant création du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques NOR: SANP0221175A	106	0,1	10,5	4,93	2	15	20	*Le comité plénier se réunit au moins une fois par an.*
Comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012	Décret n° 2009-1548 du 11 décembre 2009 relatif à la création du comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012 NOR: SASP0927772D		-	-	0	-	-	1	*Créé en 2009*
Comité national des registres	Arrêté du 6 novembre 1995 relatif au Comité national des registres NOR: SANP9503270A	25	11,2	20,4	12,3	2	2	6	*Comité co-financé par l'INVS et l'INSERM*
Comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité'	Arrêté du 6 mai 2008	16	-	1	3,6	-	2	3	*Créé en 2008*
Comité technique plomb	Arrêté du 23 janvier 2003 portant création d'un comité technique plomb NOR: SANP0320255A	25	1,6	1,6	1,6	5	4	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Commission addictions	Arrêté du 26 octobre 2006 relatif à la création et à la composition de la « commission addictions » NOR: SANP0624377A	41	13,6	6,6	3,5	23	17	19	*Le programme de travail de la commission a évolué en 2009 avec notamment un groupe de travail avec de nombreux participants, dont certains venant de province. Ce groupe a cessé de se réunir.*
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 et D. 4241-20 et suivants du code de la santé publique	22	0	0		0	0		
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	-	-	0	-	-	2	*Créé en 2009*
Commission consultative des arts martiaux et des sports de combat	Articles D. 142-32 et A. 142-1 et suivants du code du sport	22	0	0	0	1	1	1	
Commission d'admission des sportifs de haut niveau dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie-podologie, en ergothérapie et en psychomotricité	Articles D. 4381-89 et D. 4381-90 du code de la santé publique (créés par Décret n° 2010-979 du 26 août 2010 relatif à la création d'une commission d'admission des sportifs de haut niveau et aux dispenses d'épreuves accordées aux sportifs de haut niveau pour l'admission dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie-podologie, en ergothérapie et en psychomotricité)	7	0	0	1,5	1	1	3	
Commission d'autorisation d'exercice de la profession de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme	Articles L. 4111-2, L. 4111-8 et R. 4111-14 du code de la santé publique	12	0	0		38	49	75	
Commission d'autorisation d'exercice des ressortissants d'un Etat membre de la communauté européenne titulaires d'un diplôme, titre ou certificat délivré par un Etat tiers et reconnu par un Etat membre	Articles R. 4111-14 et suivants du code de la santé publique	6	0	0		7	10	4	
Commission de biologie médicale "précédemment commission nationale permanente de biologie médicale"	Article L. 6213-12 du code de la santé publique	32	0	0	0	4	3	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84 et A. 212-175-1 et suivants du code du sport	15	0	0	0	4	5	4	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	34,474	35,9	39,8	2	2	2	*Les travaux réalisés pour la commission des comptes de la sécurité sociale sont un préalable indispensable à l'élaboration des lois de financement de la sécurité sociale. C'est dans ses rapports, en les rapprochant du chiffrage des mesures par ailleurs proposées par le Gouvernement, que les parlementaires peuvent trouver les éléments d'analyse expliquant l'évolution des soldes financiers de la sécurité sociale. Les coûts de fonctionnement correspondent aux vacations du Président et des collaborateurs et le coût d'impression des rapports de juin et de septembre (qui varie fortement d'une année sur l'autre).*
Commission des conseillers en génétique	Articles L. 1132-3, L. 1132-5, R. 1132-1, R. 1132-2, R. 1132-4-1 et R. 1132-4-2 du code de la santé publique	6	-	-		-	-		*Créée en 2009*
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Articles L. 176-1 et L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	0	6	0	*Cette commission se réunit tous les 3 ans. Prise en charge des frais de déplacement et d'hôtel de certains membres.*
Commission d'examen des règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs	Articles R. 142-1 et suivants du code du sport	19	0	0	0	1	1	1	
Commission du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale	Articles D. 6213-12 et suivants du code de la santé publique	38	3,3	2,1	2,1	4	3	3	
Commission nationale chargée de l'agrément de services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	Décret n° 94-735 du 19 août 1994 relatif au concours et au programme pédagogique de l'internat en odontologie Arrêté du 4 janvier 1999 fixant la composition de la commission nationale chargée de l'agrément des services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services NOR: MESP9920128A	12	0,399	0,399	0,399	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Commission nationale d'action sociale	Arrêté du 9 mars 1995 portant création d'une commission nationale d'action sociale, de commissions régionales et interdépartementales d'action sociale et d'une commission d'action sociale pour l'administration centrale NOR: SPSG9500755A	60	0	0	0	5	1	0	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	3,6	2,6	4,2	15	10	7	*Augmentation des frais de déplacement en raison de la participation de 2 nouveaux membres résidant en province.*
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation Arrêté du 30 avril 2007 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale d'agrément des établissements dispensant une formation en ostéopathie NOR: SANH0753354A	9	0	1,4		8	5		
Commission nationale de l'activité libérale	Article L. 6154-5 du code de la santé publique	12	0	0		1	0		
Commission nationale de la naissance	Décret n° 2009-1216 du 9 octobre 2009 relatif à la création et aux missions de la Commission nationale de la naissance Arrêté du 12 octobre 2009 relatif à la composition et au secrétariat de la Commission nationale de la naissance NOR: SJSH0830758A	41	0	0	0	3	3	3	*Commission re-créée en 2009. Pas de frais de fonctionnement.*
Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale	Décret n° 2010-766 du 7 juillet 2010 portant création de la Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale	27	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2010*
Commission nationale de l'internat et du post-internat	Décret n° 2009-272 du 9 mars 2009 relatif à la Commission nationale de l'internat et du post-internat	26	-	-	24	-	-	6	*Créée en 2009*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

11. Santé et sports

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Article R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	2	1	1	
Commission nationale de toxicovigilance	Article R. 1341-14 du code de la santé publique	31	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10 , L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du code de la santé publique	50	29	26,9	9,8	22	19	5	*Diminution du nombre de réunions entre deux mandatures.*
Commission nationale des épithésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'épithésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621236A	6	0	0		0		-	*La réduction par fusion du nombre de commissions est engagée. Début des séances de la commission automne 2010.*
Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion des crises sanitaires	Article D. 6311-17 du code de la santé publique Arrêté du 29 mars 2007 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires aux personnels enseignants des centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU) NOR: SANH0721283A	15	0	0,7	0,2	0	3	1	
Commission nationale des ocularistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'ocularistе et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621237A	6	0	0		0		-	*La réduction par fusion du nombre de commissions est engagée. Début des séances de la commission automne 2010.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Commission nationale des orthopédistes-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthopédistes-orthésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respecter NOR: SANP0621234A	6	0	0		0		-	*La réduction par fusion du nombre de commissions est engagée. Début des séances de la commission automne 2010.*
Commission nationale des orthoprothésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthoprothésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respecter NOR: SANP0621233A	6	0	0		0		-	*La réduction par fusion du nombre de commissions est engagée. Début des séances de la commission automne 2010.*
Commission nationale des podo-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession de podo-orthésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621235A	6	0	0		0		-	*La réduction par fusion du nombre de commissions est engagée. Début des séances de la commission automne 2010.*
Commission nationale du sport de haut niveau	Articles L 221-1 et R. 221-27 et suivants du code du sport	33	0	0	0	1	7	4	
Commission professionnelle consultative des 'métiers du sport et de l'animation'	Article D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	38	12	8		9	5		
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative NOR: SJSK0570141A	34	0	0	0	11	11	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Commission spécialisée 'Sécurité des patients : infections nosocomiales et autres évènements indésirables liés aux soins et aux pratiques' (Commission spécialisée du Haut conseil de la santé publique)	Arrêté du 6 octobre 2008 relatif aux commissions spécialisées composant le Haut Conseil de la santé publique (articles 1er et 5) NOR: SJSP0824433A	6	-			-			
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique	113	30	60	60	4	4 + 1 débat public	4+1 débat public	
Conseil de l'hospitalisation	Articles L. 162-21-2 et R. 162-21 et suivants du code de la sécurité sociale Arrêté du 7 mai 2007 pris en application de l'article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale et fixant la composition et les modalités de fonctionnement du conseil de l'hospitalisation NOR: SANH0721629A	9				5	4	4	
Conseil de modération et de prévention	Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole (article 69) Décret n° 2006-159 du 14 février 2006 portant création du Conseil de modération et de prévention	33	5,4	7,5	3,1	5	6	4	*Les coûts varient en fonction du nombre de réunions.*
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2009-29 du 9 janvier 2009 relatif à la création et aux missions du Conseil national de l'urgence hospitalière	0	-	-		-	-		*Créé en 2009*
Conseil national de la chirurgie	Décret n° 2008-525 du 3 juin 2008 relatif au Conseil national de la chirurgie Arrêté du 21 décembre 2006 fixant la composition du Conseil national de la chirurgie NOR: SANH0625026A	48	-	3,382		-	4		
Conseil national de la formation continue des médecins libéraux	Article L. 4133-2 du code de la santé publique ; Décret n° 2006-650 du 2 juin 2006	24	0	0	0	8	8	10	*En cours de suppression*
Conseil national de la formation continue des médecins salariés non hospitaliers	Article L. 4133-2 du code de la santé publique ; Décret n° 2006-650 du 2 juin 2006	18	0	0	0	10	10	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Conseil national de la formation continue odontologique	Articles L. 4143-1 et R. 4143-1 du code de la santé publique	34	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de la formation pharmaceutique continue	Articles L. 4236-2 et 3 du code de la santé publique	0	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	17	-	-		-	-		*Créé en 2009*
Conseil national des activités physiques et sportives	Article R 142-1 et suivants du code du sport	104	120	120		1	2	0	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis	Articles D. 3121-1 et suivants du code de la santé publique	24	30	60	60	60	60	60	
Conseil supérieur de la Fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (articles 11 à 14))	40	42,5	47	49	10	10	25	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 et suivants du code de la santé publique	25	0	0		2	3	2	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	60	60		12	10		
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique NOR: SASP0902813A	15	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2009*
Groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales	Arrêté du 14 novembre 2005 portant création du groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales NOR: SANH0524243A	20	0	0	0	4	4	2	*A partir de 2010, coût de fonctionnement (restauration + frais de déplacement) sur la base de 4 réunions par an.*
Groupe de travail national 'amiante et fibres'	Décret n° 2008-101 du 31 janvier 2008 créant un groupe de travail national « amiante et fibres »	23	-	0	3	-	6	8	*Créé en 2008*
Groupe d'experts et groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine	Arrêté du 29 octobre 2009 relatif au groupe d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) NOR: SASP0921646A	22	-	18	0	-	8	2	*L'arrêté du 29 octobre 2009 reconduit le groupe régi antérieurement par l'arrêté du 10 juin 2008 relatif à la création et à la composition du groupe d'experts et des groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
11. Santé et sports									
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivantsdu code de la santé publique	156	197	292	405	30	100 dont 71 réunions plénières	150 dont 18 réunions plénières	*En 2009, le nombre de commissions spécialisées est passé de 4 à 6 et le nombre de membres a été augmenté de 90 à 140 expliquant l'augmentation du nombre de réunions mais aussi des frais de fonctionnement pour chaque réunion et de manière globale.*
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	46	0	0	1	0	2	7	
Haut conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale	Article D. 114-4-3 du code de la sécurité sociale	33	0	1,6	-	3	2	-	*En cours de suppression*
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 (article 72) Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	61	75	67	85	12	12	8	*La progression des coûts entre 2008 et 2009 (+26%) s'explique principalement par :* *- Le report de 6.900 € de dépenses 2008 sur 2009. En neutralisant les effets de ce report, la progression 2008/2009 n'est plus que de 5% ;* *- - La progression des dépenses d'indemnisation des rapporteurs (12.000 € en 2009 contre 4.500 € en 2008 soit +167%) liée à la nécessité de s'adjoindre des expertises extérieures pour travailler sur des sujets lourds et complexes : Hôpital (avis et note d'avril 2009) et Vieillissement (avis et note d'avril 2010).*
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la santé publique	15	0	0		2	4	5	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	15	87,105	105,1	107	15	15	15	
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 88-981 du 13 octobre 1988 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière modifié par le décret no 2001-1347 du 28 décembre 2001	22	0	0		5	5	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Collèges nationaux	Articles L. 80 CB et R* 80 CB-2 à R* 80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	-	-	-	-	-	-	*Créés par Décret n° 2009-1575 du 16 décembre 2009.*
Comité consultatif pour la mise en oeuvre de la politique d'encadrement des jeux et du jeu responsable	Décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et de l'article 48 de la Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 (article 19) Décret n° 85-390 du 1 avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (article 19) - Arrêté du 22 février 2006 pris en application du Décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et par l'article 48 de la Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 et du Décret n° 85-390 du 1er avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (NOR: BUDB0610015A)	7	0	0	0,2	7	7	7	
Comité consultatif pour la répression des abus de droit (appelé aussi Comité de l'abus de droit fiscal)	Article L. 64 du livre des procédures fiscales et article 1653 C du code général des impôts	14	4421,4	5024,6	3348,82	6	7	4	
Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136-VII)		-	-	-	-	-	-	*Créé en décembre 2009*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2009*
Comité de programmation	Décret n° 2005-1792 du 30 décembre 2005 portant création d'une direction générale de la modernisation de l'Etat au ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat (article 3-V)	3	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité des achats	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 6)	16	-	-	0	-	-	9	*Créé en 2009*
Comité des investissements à caractère économique et social	Décret n° 96-1022 du 27 novembre 1996 portant création du comité des investissements à caractère économique et social	9	0	0	0	0	0	3	*Le renouvellement de l'agrément au régime du bénéfice consolidé (art. 209 quinquies du CGI) est accordé pour une période de 3 ans et le traitement des dossiers est groupé. Cela explique que l'instance, réunie en 2005, ne l'ait ensuite pas été en 2006, 2007 et 2008, pour à nouveau siéger en 2009, et ce, à plusieurs reprises.*
Comité directeur de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye "	19	0	0	0	0	6	4	
Comité d'orientation stratégique de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat	Décret n° 2005-122 du 11 février 2005 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat " Arrêté du 6 octobre 2005 portant nomination au comité d'orientation stratégique des systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat (NOR: ECOZ0500078A)	18	0	0	0	6	7	8	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (commun avec la DGDDI)	Articles 460 et suivants du code des douanes	24	34	36	30	58	62	52	
Comité national de lutte contre la fraude (dit également comité national de lutte contre le travail illégal)	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une Délégation Nationale (articles 5 à 7)	35	-	0	2	-	1	2	*Créé en 2008. Frais de fonctionnement pris en charge par le ministère du travail en ce qui concerne la CNLTI.*
Comité stratégique de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye " (art. 5)	19	0	0	0	0	3	5	
Commission centrale permanente compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 bis du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	*Cette commission ne s'est effectivement pas réunie au cours des dernières années.* *Pour autant, supprimer cette commission reviendrait à priver les contribuables d'une voie de recours, prévue à l'origine par les lois de révision.*
Commission chargée d'examiner les candidatures aux fonctions d'administrateurs des finances publiques	Décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques (article 12)		-	-		-	-	0	*Commission non active en 2009 car le corps des administrateurs des finances publiques n'est pas encore entièrement constitué.*
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre (articles 6 et 30) - Arrêté du 11 décembre 1985	7	0	0	0	1	1	1	
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises (articles 4 à 20)	4	0	0	0	46	31	36	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Commission interministérielle d'agrément	Décret n° 96-1123 du 20 décembre 1996 relatif à l'agrément prévu par le règlement (CEE) n° 3665/87 du 27 novembre 1987 portant modalités d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2955/94 du 5 décembre 1994	3	0	0		0	0	0	*Le secrétariat n'est plus assuré par la DGDDI depuis juin 2009 (une convention de délégation a été conclue entre la DGDDI et le SCOSA (créé par arrêté le 23/12/2007). La modification du décret est en cours. Une réunion s'est tenue en 2010*
Commission nationale appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995 (n° 95-1347 du 30 décembre 1995), article 5	4	0	0	0	1	2	2	
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires	Articles 1651 H du Code général des impôts et L. 59 du livre des procédures fiscales	8	-	0	0	-	0	7	*Créée en décembre 2007. Pas de coût de fonctionnement spécifique.*
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure prénale	9	0	0	0	1	0	1	*Les coûts de fonctionnement sont quasiment nuls car les membres de la commission sont situés essentiellement à la direction générale des douanes ou au service national de la douane juridiciaire et les quelques magistrats qui y participent sont en poste en Ile-de-France.*
Commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat	Arrêté du 20 octobre 2005 portant création d'une commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat NOR: BUDL0500214A	3	0	0	2,5	2	2	2	
Commission relative à la procédure de dation de blocs de titres de sociétés cotées destinés à financer un projet de recherche	Article 384 A quater de l'annexe II au code général des impôts	non arrêtée				0	0	0	*La suppression de cette commission est prévue mais elle nécessite au préalable la modification par la loi de l'article 1716 bis du code général des impôts.*
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'Etat	Article 384 A ter de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 30 novembre 2007	4	0	0	0	0	1	0	*La suppression de cette commission est prévue mais elle nécessite au préalable la modification par la loi de l'article 1716 bis du code général des impôts.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 3 septembre 1998	5	0	0	0	0	0	1	*La suppression de cette commission est prévue mais elle nécessite au préalable la modification par la loi de l'article 1716 bis du code général des impôts.*
Commission relative à la procédure de donation et de dation d'œuvres d'art à l'Etat	Article 310 G (II) et 384 A de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 6 avril 1982	5	0	2,3	0	2	4	4	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'Etat	15	111,44	19,84	21,13	4	9	6	*En 2007, le CIE a bénéficié de crédits d'étude pour un montant de 91 973 € qui se sont ajouté à la dotation globale de fonctionnement. Pour ce même exercice, 7 auditions restreintes se sont ajoutés aux 4 réunions plénières. En 2008 et 2009, seules des réunions plénières ont eu lieu.*
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136) Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics NOR: BCFZ0908780A	Collège : 19 Comité consultatif : 21 Commission « Etat et organismes dépendant de l'Etat » : 18 Commission « Collectivités territoriales et établissements publics locaux : 20 Commission « Sécurité sociale et organismes assimilés : 21	-	-		-	-	14 au total : Collège : 3 Commission « Etat » : 1 Commission « Sécu » : 1 Groupes de travail : 9	*Installé le 7 septembre 2009*
Conseil des études de l'école nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif au conseil des études de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500138A	40	0	0		1	1	1	*Suppression engagée avec l'arrêté du 4 août 2010 portant création d'un service à compétence nationale dénommé "Ecole nationale des finances publiques". Cette suppression sera effective à la date de mise en place des nouveaux cycles de formation initiale.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
12. Budget, comptes publics et réforme de l'Etat									
Conseil d'orientation de la simplification administrative	Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit Décret n° 2003-1099 du 20 novembre 2003 portant création d'un conseil d'orientation de la simplification administrative.	0	0	0			0		*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Conseil d'orientation des finances publiques	Décret n° 2006-515 du 5 mai 2006 relatif à la conférence nationale des finances publiques et portant création du Conseil d'orientation des finances publiques (articles 2 à 10)	34	0	0		1	1	0	
Conseil d'orientation du service des achats de l'Etat	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 5)	17	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009, installé en 2010.*
Conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif aux conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500139A	24	0	0		6	6		*Suppression engagée avec l'arrêté du 4 août 2010 portant création d'un service à compétence nationale dénommé "Ecole nationale des finances publiques". Cette suppression sera effective à la date de mise en place des nouveaux cycles de formation initiale.*
Conseils d'établissements de la direction du recrutement et de la formation (ENI : école nationale des impôts, établissements de Clermont-Ferrand et de Noisy-le-Grand) ; ENC (école nationale du cadastre) ; CNFP (centre national de formation professionnell	Arrêté du 18 décembre 2006 portant organisation des structures de concertation au sein de la direction du recrutement et de la formation de la direction générale des impôts NOR: BUDL0600207A :	24/8/6	3,15/0/0	3,25/0/0	3,45/0/0	3/3/1	3/3/2	3/3/2	*Pour l'ENI, la somme concerne uniquement les frais de déplacement des participants selon la localisation du conseil d'établissement sur l'un ou l'autre des sites ; pas de déplacement pour l'ENC et le CNFP, les membres des conseils sont sur le site. La suppression de ces conseils est en tout état de cause engagée avec avec l'arrêté du 4 août 2010 portant création d'un service à compétence nationale dénommé "Ecole nationale des finances publiques". Cette suppression sera effective à la date de mise en place des nouveaux cycles de formation initiale.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Comité consultatif de la protection des végétaux	Article L. 251-3 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 31 mars 2000 fixant la composition du conseil consultatif de la protection des végétaux	19	0	0		0	0	0	*Aucun budget spécifique. Doit être réactivé à la suite des Etats généraux du sanitaire dans un cadre réglementaire en cours de rénovation, en le fusionnant avec celui relatif à la santé animale.*
Comité consultatif de la santé et de la protection animales	Articles R. 221-1 et R. 221-2 du code rural	56				4	4	4	*Aucun budget spécifique*
Comité de la protection des obtentions végétales	Articles L. 412-1, R. 412-1 et suivants et D. 412-4 du code de la propriété intellectuelle	11		0		3	0		*Pas de réunion, mais actif : a publié 5 bulletins correspondant aux inscriptions de nouvelles variétés par les obtenteurs de variétés végétales. Comité indispensable au bon fonctionnement de la sélection variétale française en l'attente d'une refonte éventuelle du système de protection intellectuelle des obtentions végétales au niveau communautaire.*
Comité de politique forestière	Articles L. 3 et R. 3-7 et suivants du code forestier	20				1	1	0	*Aucun budget spécifique. Constitué au sein du conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.*
Comité de surveillance biologique du territoire (ex comité de biovigilance)	Articles L. 251-1et D. 251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	20	-	0		-	0		*Première réunion en juillet 2010. Pas de budget spécifique*
Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural et de la pêche maritime	14	0	0		4	4	3	*Aucun budget spécifique*
Comité national de gestion des risques en agriculture	Article L. 361-8 du code rural et de la pêche maritime		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Comité national de l'assurance en agriculture	Articles L. 361-19 et D. 361-7 et suivants du code rural et de la pêche maritime	18	2,3	1,8	1,2	5	5	7	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural	60		7		30	30	35	*Aucun budget spécifique*
Commission consultative de la formation des paysagistes diplômés par le Gouvernement DPLG	Article D. 812-30 du code rural	16				3			*Aucun budget spécifique. Lieu de concertation quand des problèmes d'évolution des diplômes se posent.*
Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole	30				1	1	1	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22				0	0	0	*Cette commission ne s'est pas réunie ces dernières années, mais doit être maintenue. La LMAP, article 62, substitue aux indices départementaux un indice unique national en matière de fermages sur la fixation duquel cette commission devrait être consultée.*
Commission consultative pour l'enseignement supérieur privé	Article R. 813-67 du code rural et de la pêche maritime	12				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L. 2522-1et L. 2522-7 du code du travail	13				0	0	0	Aucun budget spécifique.
Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 et suivants du code rural et de la pêche maritime	7				0	0	0	*Cette commission n'a pas eu à connaître de cas en 2008 et 2009 pour des raisons inhérentes à la conjoncture atypique qu'a traversée la filière, mais elle garde une pleine utilité.*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 3 avril 2002 modifié fixant la composition d'une commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	23				1	1	1	*Coûts pris en charge sur le budget du Fonds national de prévention CCMSA*
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 362-22 du code rural et de la pêche maritime	18		0		0	0	0	*Aucun budget spécifique*
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	21		2,6	2,4	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural Arrêté du 10 mars 2010 fixant la composition de la commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture NOR: AGRG1006912A	77				2	3	1	*Aucun budget spécifique*
Commission liste d'aptitude aux conditions de nomination des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale	Article R. 123-46 du Ccde de la sécurité sociale Arrêté du 11 avril 2001 fixant les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction et d'agent comptable des organismes de mutualité sociale agricole	10				2 à 3	2 à 3	2 à 3	*Coûts pris en charge par la CCMSA*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

13. Alimentation, agriculture et pêche

Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1 et D. 653-2 du Code rural	111				15	14	12	*Aucun budget spécifique*
Commission nationale de la négociation collective : Sous-commissions agricoles des conventions et accords	Articles L. 2271-1 R. 2272-1 et suivants du code du travail	13				5	5	7	*Aucun budget spécifique*
Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations	Décret n° 2002-631 du 25 avril 2002 relatif à la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée (articles 12 à 15)	72				4	4	3	*Aucun budget spécifique*
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154	28				1	1	1	*Coûts pris en charge sur le budget du Fonds national de prévention CCMSA*
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	10 sections de 24 membres				2	2	3	*Aucun budget spécifique*
Commission nationale d'identification	Articles D. 212-13 et D. 212-14 du code rural et de la pêche maritime	54				2	2	4	*Aucun budget spécifique*
Commission paritaire nationale (personnel administratif des chambres d'agriculture)	Loi n° 52-1311 du 2/12/1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambre de commerce et des chambres de métiers	13				2	2	1	*Aucun budget spécifique*
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces	Décret n° 2007-950 du 15 mai 2007 relatif à l'institution d'une commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces auprès du ministre chargé de l'agriculture	48				15	20	20	*Aucun budget spécifique*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1 décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche NOR: AGRA9802340A	28				3 réunions plénières	3 réunions plénières	3 réunions plénières	*Aucun budget spécifique*
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles R. 717-14 et D. 751-19 et suivants du code rural	31				3	4	1	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Article L. 512-71 et R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	42							*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (article 1er) Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	52				1	0	0	*Aucun budget spécifique*
Conseil national d'agrément professionnel en matière de produits phytopharmaceutiques	Article R. 254-11 et suivants du code rural	39				0	1	1	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64				9	7	8	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3 et L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45				6	9	7	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24				2	1	2	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 12 mai 2010 fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'alimentation NOR: AGRG1010271A	49	0,08	0,09	0,14	4	5	4	*Budget dédié (l'augmentation sur la période s'explique par la création d'un site Internet). Cinq groupes de travail ont fonctionné en 2009, pour un total de 28 réunions et environ 300 personnes mobilisées.*
Conseil national du froid	Décret n° 59-1028 du 31 août 1959 Arrêté du 26 mai 1999 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil national du froid NOR: AGRG9802295A	54				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Décret n° 2008-498 du 26 mai 2008	28	-			-	4	3	*Aucun budget spécifique*
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1 et R. 611-1 du code rural et de la pêche maritime	30				2	4	2	*Aucun budget spécifique*
Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois	Articles L. 3 et R. 3-1 et suivants du code forestier	62				4	2	1	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	

13. Alimentation, agriculture et pêche

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût 2007	Coût 2008	Coût 2009	Réunions 2007	Réunions 2008	Réunions 2009	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires	Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole (article 73) Articles R. 613-1 et R. 613-2, D. 613-3 à D. 613-7 du code rural et de la pêche maritime	22		0		0	0		*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Articles R. 721-1, R. 721-2 et D. 721-3 et suivants du code rural	150				2	4	5	*Aucun budget spécifique*
Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutiques, aquacoles et halio-alimentaire	Article L. 914-1 du code rural et de la pêche maritime Décret n° 98-1060 du 24 novembre 1998 relatif au Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halioalimentaire	25				1	0	0	*Aucun budget spécifique* *Conseil recréé en 2010 par la loi de modernisation de l'agriculture (n° 2010-874 du 27 juillet 2010)*
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Article L. 692-1 du code rural et de la pêche maritime		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2010*
Observatoire des distorsions	Articles L. 691-1 et D. 691-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	19	5	0	0	2	0		*La LMAP élargit la compétence de cet observatoire.*
Observatoire économique des prix des produits agricoles et alimentaires	Articles D. 611-9 à 13 du code rural	20				0	0	0	*Ne s'est jamais réuni. Lui sera substitué l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires institué par la LMAP (nouvel article L.692-1 du code rural et de la pêche maritime).*
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'Observatoire national de l'enseignement agricole NOR: AGRE9601567A	11	0,1	0,1	0,1	10	10	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et dépôts d'oeuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Décret n° 2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des oeuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain	12	0	0		11	11	11	
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts (article 2 bis)	20	0	0		0	0	0	
Comité d'experts	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts Décret n° 2006-1764 du 23 décembre 2006 pris pour l'application des articles 220 octies et 220 Q du code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'oeuvres phonographiques (article 9)	5	0	0		5	6	6	
Comité de sélection du fonds d'aide au développement des services en ligne	Décret n° 2004-1313 du 26 novembre 2004 créant le fonds d'aide au développement des services en ligne des entreprises de presse	7	0	0		2	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Comité d'experts du crédit d'impôt international	Article 220 quaterdecies (IV) du code général des impôts Décret n° 2009-1465 du 30 novembre 2009 pris pour l'application des articles 220 quaterdecies et 220 Z bis du code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères (article 12) Arrêté du 1er décembre 2009 fixant la composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité d'experts prévu à l'article 12 du Décret n° 2009-1465 du 30 novembre 2009 pris pour l'application des articles 220 quaterdecies et 220 Z bis du code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères (NOR: MCCK0926316A)		-	-	0	-	-	1	
Comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	Décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	11	0	0		2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB0200546A	24	0	0		1	1	1	
Comité du soutien financier à la musique d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	5	0	0	0	3	3	3	
Comité national de l'action sociale	Arrêté du 8 février 1999 portant création du Comité national de l'action sociale du ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB9900110A								
Commission (octroi de subventions à l'écriture et réécriture de scénarios et développement de projets	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	17	130	150	150	20	20	20	
Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art NOR: MCCB0300099A	6	1,1	0,9	1	1	1	1	
Commission consultative d'aide à la création pour les compositeurs d'oeuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques	Arrêté du 20 juin 1977 relatif à la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution de bourses d'aide à la création à des compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques (JO du 3 juillet 1977)	14	13	13	13	1	1	1	
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique NOR: MCCI9800032A	12	3,7	3,7	3,7	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission consultative de la création artistique (chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'oeuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques)	Arrêté du 8 janvier 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques) Version consolidée au 13 janvier 2010	12	5,6	5,6	9,2	2	2	4	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	8	3,6	3,6		2	2	2	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	8	3,6	3,6	0	2	2	0	*Commission regroupée au sein de la commission consultative de la création artistique*
Commission consultative des trésors nationaux	Article L. 111-4 du code du patrimoine Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	12 ou 13 (selon la procédure)	5	6,8		9	11	11	
Commission 'copie privée'	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle Arrêté du 15 décembre 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle NOR: MCCB0928070A	25	28	83		10	24	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pourt 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leus critères d'attribution (article 2)	8	0	0	0	1	1	2	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine (articles 5 et suivants)	14	0	0		3	3	3	
Commission d'agrément des formules d'accès au cinéma	Décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples - arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3	5	0	0	0	8	8	3	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art Décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art	5	0	0		2	2	2	
Commission d'aide à la production des pays en développement	Arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux mesures d'aide en faveur de la production cinématographique des pays en développement NOR: MENK9200146A	6	85	85	70	4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission d'aide au développement de projets de films de long métrage	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique - Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret no 99-130 du 24 février 1999	5	35	35	30	4	4	8	
Commission de classification des oeuvres cinématographiques	Décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des oeuvres cinématographiques	28	154	146	130	70	60	70	
Commission de conciliation (droit d'exploitation des œuvres des journalistes)	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle		-	-		-	-		*Créée en 2009*
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Arrêté du 2 mars 2006 portant composition de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle	31	15	15		8	9	13	
Commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	Décret n° 96-750 du 20 août 1996 portant création d'une commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	17	0	0		13	13	13	
Commission de rémunération des auteurs en publicité	Articles L. 132-32 et R. 132-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle								
Commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère	Arrêté du 11 octobre 1993 relatif à la commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère NOR: MCCK9300310A	7	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une oeuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	0	0	0	0	0	0	0	*Cette commission ne fonctionne qu'en l'absence d'accord professionnel.Il n'y a pas eu de désaccords ces dernières années.*
Commission du cinéma art et essai	Décret n° 2002-568 du 22 avril 2002 portant définition et classement des établissements de cinématographie d'art et d'essai (art. 5)	21	0	0	0	1	1	1	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	26,1	28,336		15	18	18	
Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive	Article L. 524-14 du code du patrimoine Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (articles 90 à 94)	18	0	1,5		0	1	1	
Commission du soutien financier à l'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique	17	6	7	20	5	8	8	
Commission emploi du Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	30	0	0	0	5	5	4	
Commission générale de terminologie et de néologie	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	16	0	0		28	28	28	
Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	10	0	0		1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	10	0	0		1	1	1	
Commission nationale consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement)	Arrêté du 25 mars 2004	10	1,8	1,8	0	1	1	6	
Commission nationale 'culture handicap'	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale « culture-handicap » NOR: MCCB0100045A	24	0	2,9		0	1	0	
Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	20	0	0	0	12	12	32	
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 10-4) Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	8	1,71	1,71		1	1	1	
Commission nationale de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels (architecture et patrimoine)	Décret n° 98-2 du 2 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture	13	1,5	1,5		1	1	1	
Commission nationale d'équivalence	Arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique NOR: MCCI9700163A	6	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre NOR: MCCJ9600341A	22	0	0		0	1	0	
Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 du code du patrimoine Décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques	150	0	0		28	28	28	
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Article R. 313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	0	0		5	5	5	
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.	12	0,2	0,2		3	1	1	
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements	10	-	0	0	-	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission nationale pour le diplôme de professeur de danse	Article L. 362-1 du code de l'éducation Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article 1er de la Loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse portant composition de la commission nationale prévue audit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'Etat de professeur de danse (article 21) NOR: MCCH9500209A	20	2	2	0	3	3	3	*Suppression engagée (PPL de simplification et d'amélioration de la qualité du droit)*
Commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits	Articles L. 321-13 et R. 325-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	6	0	0		12	12	12	
Commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger	Décret n° 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger (article 8)	5	0	0		1	1		
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant. NOR: MCCB0600454A	32	0	0	0	2	1	0	*La commission ne s'est pas réunie en formation plénière mais les différents groupes de travail (dans, théâtre, musique et cirque) se sont réunis à de nombreuses reprises.*
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	0	0	1	
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Article L. 452-1 du code du patrimoine Décret 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France (disposition ad hoc devenue l'article L. 452-1 du code du patrimoine)	11	4,5	5,2		7	8	8	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Commission scientifique des musées nationaux	Décret n° 2003-1303 du 26 décembre 2003 modifiant le Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 (article 2) modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts	15	0	0		8	5	5	
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine Loi n° 2010-501 du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections (article 4)		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2010*
Commission scientifique nationale des collections des musées de France	Articles L. 451-1 et L. 451-5 du code du patrimoine Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	15	5	5		8	10	10	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB9800140A	36	0	0		9	9	9	
Conseil artistique des musées nationaux	Article L. 451-1 du code du patrimoine Décret n° 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux	23		2,79		8	10	10	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 75-939 du 29 septembre 1975 modifiant le Décret n° 57--549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres (article 8 et suivants)	25				3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Conseil des métiers d'art	Arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art	30	5,4	12,8		2	6	6	
Conseil ministériel des études	Arrêté du 16 mars 2006 portant création du conseil ministériel des études. NOR: MCCB0600204A	23	0	0	0	0	1	1	
Conseil national de la recherche archéologique	Décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique	25	8	8		3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	15	0	0		1	1	1	
Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins Arrêté du 3 janvier 2007 (NOR: MCCBO601024A) renouvelant les membres pour 3 ans	28	0	0		3	3	3	
Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	90	0	0		2	2	1	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire NOR: MCCE9500249A	13	0	0		2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques	Arrêté du 12 février 2001 portant création d'un conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques NOR: MCCI0100097A	15	0,5	0,5	0	2	2	2	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale – Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	30	0	0		3	3	3	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique NOR: MCCB0000389A (JORF n° 217 du 19 septembre 2000)	80		50		2	2	0	
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives NOR: MCCC8800040A	50	0,4	0		1	1	1	
Conseil supérieur des musiques actuelles	Arrêté du 4 janvier 2006 portant création du Conseil supérieur des musiques actuelles NOR: MCCB0500915A	31	0	0	0	1	0	0	
Haut Comité pour les célébrations nationales	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture NOR: MCCB9800695A	13	0	0		3	3	3	
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation.	30				8	5	5	*Le secrétaire général du Haut conseil est mis à disposition par le ministère de l'éducation nationale.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
14. Culture et communication									
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	23	Rembourse ment frais de déplacement	Rembourse ment frais de déplacement		1	1		

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
15. Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire									
Commission de labellisation	Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation	20	-	0	0	-	1	6	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées NOR: MESN9821988A	6	0	0	0	4	4	4	
Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour	Article L. 313-4 et R. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	11	0	0	0	2	2	0	
Commission nationale des compétences et des talents	Articles L. 315-4 et R. 315-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	17	0	0	0	1	2	2	
Haut conseil à l'intégration	Décret n° 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration	20	39,905	39,905	61,2	78	73	97	*La nouvelle mission sur la laïcité confiée au Haut conseil à l'intégration explique l'augmentation du coût de fonctionnement constatée pour l'année 2009 ainsi que l'augmentation du nombre de réunions.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
16. Espace rural et aménagement du territoire									
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services (article 8) Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation (article 10) Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime NOR: EATM1003774A	10	0	0	0	5	7	5	
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (article 6) Décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la montagne	59	0	0	0	1	0	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
16. Espace rural et aménagement du territoire									
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire CNADT	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 (article 3) Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	1	0	0	1	0	
Observatoire des territoires	Décret n° 2004-967 du 7 septembre 2004 portant création de l'Observatoire des territoires	25	17,3	51,3	15,9	1	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
17. Jeunesse et solidarités actives									
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2	2,5	2	2	2	2	
Commission nationale d'agrément	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2	4	2	2	7	3	
Conseil du développement de la vie associative	Décret n° 2004-657 du 2 juillet 2004 instituant un conseil développement de la vie associative. NOR: MJSK0470061D	21	4	5	4,5	6	5	4	
Conseil national de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 12) Décret n° 2002-708 du 30 avril 2002 relatif au Conseil national de la jeunesse	178	300	257	232	50	37	11	
Conseil national de la vie associative	Décret n° 2003-1100 du 20 novembre 2003 relatif au Conseil national de la vie associative	80	130	126	120	7	44	29	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 11) Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	72	12	15	10	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2007	2008	2009	2007	2008	2009	
18. Banque de France									
Comité de la médiation bancaire	Articles L. 615-2, R. 615-9 à R. 615-12 du code monétaire et financier	5	2,7	2,7	2,7	3	2	2	
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	52,1	5,5	3,4	3	3	3	*En 2007, le coût de fonctionnement intégrait les frais d'un sondage effectué auprès du CSA intitulé "la perception de la sécurité des cartes" dans le cadre du fonctionnement de l'observatoire.*

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2011

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DELIBERATIVES SUPPRIMEES (51)

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Affaires étrangères et européennes	Comité des fonctionnaires internationaux	Décret n° 95-422 du 20 avril 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité des fonctionnaires internationaux	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Budget, comptes publics et réforme de l'Etat	Conseil national de lutte contre la fraude (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières ". NOR: BCFP0756382A	Abrogé par l'arrêté du 12 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières » (NOR: BCFP0923328A)
Budget, comptes publics et réforme de l'Etat	Comité du référentiel général d'interopérabilité	Décret n° 2007-284 du 2 mars 2007 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation, de modification et de publication du référentiel général d'interopérabilité (article 2)	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Budget, comptes publics et réforme de l'Etat	Conseil national du recrutement et de la formation professionnelle (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle » NOR: BCFP0756384A	Abrogé par l'arrêté du 12 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle » (article 3)
Budget, comptes publics et réforme de l'Etat	Conseil national de l'informatique (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création de deux services à compétence nationale dénommés « centre informatique douanier » et « direction nationale des statistiques du commerce extérieur » NOR: BCFP0756380A	Abrogé par l'arrêté du 12 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2007 portant création de deux services à compétence nationale dénommés « centre informatique douanier » et « direction nationale des statistiques du commerce extérieur » (article 2)
Culture et communication	Commission artistique nationale	Décret n° 2002-677 du 29 avril 2002 relatif à l'obligation de décoration des constructions publiques et précisant les conditions de passation des marchés ayant pour objet de satisfaire à cette obligation (articles 9 à 11)	Abrogés par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Culture et communication	Comité d'orientation stratégique de la modernisation	Arrêté du 27 février 2003 portant création d'un comité d'orientation stratégique de la modernisation au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB0300184A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Culture et communication	Commission de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique (cinéma et expression audiovisuelle)	Articles R. 461-12 et R. 461-14 du code de l'éducation Arrêté du 1 septembre 1993 relatif à la composition de la commission de reconnaissance de l'enseignement du cinéma et de l'expression audiovisuelle NOR: MCCB9300165A	Abrogés par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Culture et communication	Commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans d'autres États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen	Arrêté du 27 septembre 2000 instituant au sein du ministère chargé de la culture une commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'a	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Défense	Conseil supérieur des études de défense	Arrêté du 4 juillet 1997 portant création au sein du ministère de la défense d'un Conseil supérieur des études de défense NOR: DEFD9701691A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Défense	Commission chargée d'étudier la liste des personnes décédées en Indochine entre 1939 et 1957 et susceptibles d'être inscrites sur le mémorial des guerres en Indochine à Fréjus	Arrêté du 29 décembre 1992 portant création d'une commission chargée d'établir la liste des personnes décédées en Indochine entre 1939 et 1957 à qui la mention Mort pour la France a été attribuée en vue de leur inscription sur le Mur du souvenir du mémori	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Défense	Commission chargée d'émettre les avis sur le droit au	Loi n°89-1013 du 31 décembre 1989 portant création du	Article 2 de la loi du 31 décembre 1989 abrogé par Ordonnance n° 2009-

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
	titre de prisonnier du Vietminh	statut de prisonnier du Viet-Minh (article 2) Décret n° 90-881 du 26 septembre 1990.	1752 du 25 décembre 2009 modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre
Défense	Commission chargée d'émettre les avis sur le droit au titre de victime de la captivité en Algérie ()	Articles L. 319-2 et R. 388-7 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.	Compétences fusionnées dans commission nationale des cartes et titres (article 388-7 du même code), créée par Décret n°2009-1755 du 30 décembre 2009)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil supérieur des installations classées	Articles D. 511-1 et suivants du code de l'environnement	Remplacé par le Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques (Ordonnance n° 2010-418 du 27 avril 2010 harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission consultative des installations nucléaires de base	Décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives	Décret n° 2010-882 du 27 juillet 2010 portant suppression de la commission consultative des installations nucléaires de base et transfert de certaines de ses attributions à la commission mentionnée à l'article D. 511-1 du code de l'environnement (commissi
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission nationale de prévention des nuisances	Loi n° 99-588 du 12 juillet 1999 (article L227-4 du code de l'aviation civile) - organisée par les articles R227.1 et suivants du code de l'aviation civile	LOI n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (JO du 9 décembre 2009), article 48
Écologie, énergie, développement durable et mer	Comité des directeurs transports	Arrêté du 16 mars 1995 portant création du comité des directeurs Transports du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme NOR: EQUV9500418A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Écologie, énergie, développement durable et mer	Comité national de suivi des rejets d'eau exceptionnels des centrales de production d'électricité	Arrêté du 19 août 2003 portant constitution d'un Comité national de suivi des rejets d'eau exceptionnels des centrales de production d'électricité NOR: DEVE0320249A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Économie, industrie et emploi	Commission des marchés publics de l'Etat	Décret n° 2007-61 du 16 janvier 2007 relatif à la commission des marchés publics de l'Etat Article 129 du code des marchés publics	Abrogé par le décret n° 2009-1279 du 22 octobre 2009 relatif à la commission consultative des marchés publics (article 12)
Économie, industrie et emploi	Commission permanente de concertation pour l'industrie	Décret n° 96-568 du 25 juin 1996 relatif à la commission permanente de concertation pour l'industrie	Abrogé par le décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie (article 8)
Économie, industrie et emploi	Comité d'orientation de l'informatique du SCN service informatique	Arrêté du 29 avril 2002 relatif à l'organisation du service de l'informatique de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et portant désignation d'un ordonnateur secondaire (article 5) NOR: ECOP0200316A	Abrogé par arrêté du 5 juillet 2010 relatif à la suppression de commissions administratives du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
Économie, industrie et emploi	Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom (article 29-5) Décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics	Dispositif mis en place jusqu'au 31 décembre 2009
Économie, industrie et emploi	Comité des entreprises d'assurances	Articles L. 413-1 à L. 413-6 et R. 413-1 à R. 413-4 du code des assurances	Ordonnance n° 2010-76 du 21 janvier 2010 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance : l'Autorité de contrôle prudentiel se substitue à l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles, au Comité des entreprises d'assurance, au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et à la Commission bancaire, qui restent en place jusqu'à la première réunion de l'ACP (09/03/2010)
Économie, industrie et emploi	Comité stratégique du commerce extérieur	Décret n° 89-150 du 6 mars 1989 portant création d'un comité stratégique du commerce extérieur	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Économie, industrie et emploi	Conseil national de la création d'entreprises	Arrêté du 16 mai 1997 portant création du Conseil national de la création d'entreprises NOR: COMC9700005A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Économie, industrie et emploi	Conseil d'orientation du pôle ministériel de lutte contre	Articles R. 562-3 2° et R. 562-5 du code monétaire et	Abrogé par le décret n° 2009-1087 du 2 septembre 2009 relatif aux

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
	les circuits financiers clandestins	financier	obligations de vigilance et de déclaration pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme
Économie, industrie et emploi	Comité pour l'histoire économique et financière	Arrêté du 4 décembre 1992 portant création d'un comité pour l'histoire économique et financière auprès du ministre chargé de l'économie, des finances et du budget NOR: ECOP9200742A	Abrogé par Arrêté du 18 mai 2009 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'Institut de la gestion publique et du développement économique - art. 2
Économie, industrie et emploi	Comité de direction de l'Etat actionnaire	Décret n° 2004-963 du 9 septembre 2004 portant création du service à compétence nationale Agence des participations de l'Etat (article 3)	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Enseignement supérieur et Recherche	Commission nationale des études odontologiques	Arrêté du 27 septembre 1994 relatif aux études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire (article 3)	Article abrogé par Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé (article 10)
Enseignement supérieur et Recherche	Commission pédagogique nationale des études médicales	Arrêté du 18 mars 1992 relatif à l'organisation du premier cycle et de la première année du deuxième cycle des études médicales (article 10)	Article abrogé par Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé (article 10)
Enseignement supérieur et Recherche	Commission pédagogique nationale des études pharmaceutiques	Arrêté du 17 juillet 1987 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie (article 35) NOR: RESP8700449A	Article abrogé par Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé (article 10)
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Commission des équipements de sécurité civile	Arrêté du 22 mai 1996 (J. O. du 13 juin 1996) modifié par l'arrêté du 18 juillet 2000 (J. O. du 24 août 2000)	Abrogé par arrêté du 16 décembre 2009 fixant les missions et la composition de la commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de sécurité civile (article 3)
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Commission des matériels de sécurité civile	Arrêté du 27 avril 1995 (J. O. du 7 mai 1995) modifié par l'arrêté du 18 juillet 2000 (J. O. du 24 août 2000)	Abrogé par arrêté du 16 décembre 2009 fixant les missions et la composition de la commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de sécurité civile (article 3)
Justice et libertés	Commission de présentation aux offices de notaires en Alsace-Moselle	Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire (article 118)	Fusionnée avec la commission de proposition de nominations aux fonctions d'huissier de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par le décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009
Justice et libertés	Commission de proposition de nominations aux offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxilia	Fusionnée avec la commission de proposition de nominations de commisseurs-priseurs judiciaires aux offices créés par le décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009
Justice et libertés	Commission de proposition de nominations de commissaires-priseurs judiciaires aux offices créés	Décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs et aux conditions d'accès à cette profession (article 27)	Fusionnée avec la commission de proposition de nomination d'huissiers de justice aux offices créés par le décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009
Justice et libertés	Commission instituée par l'article 50 du décret du 14 août 1975 (nomination aux fonctions d'huissier de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxilia	Fusionnée avec la commission de proposition de nomination aux offices de notaires dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ar le décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009
Premier ministre	Commission interministérielle de défense du territoire	Article R. 1132-3 du code de la défense Arrêté du 5 juillet 1978 relatif aux attributions et à la composition de la commission interministérielle de défense du territoire (JO du 12 juillet 1978)	Décret n° 2009-1657 du 24 décembre 2009 relatif au conseil de défense et de sécurité nationale et au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
Premier ministre	Commission interministérielle pour la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2001-694 du 31 juillet 2001 portant création de la commission interministérielle pour la sécurité des systèmes d'information	Abrogé par décret n° 2009-1657 du 24 décembre 2009 relatif au conseil de défense et de sécurité nationale et au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (article 4)
Premier ministre	Commission interministérielle de coordination des instances de contrôle des transferts intéressants la défense et la sécurité	Articles D. 1132-43 et suivants du code de la défense	Abrogé par décret n° 2009-1657 du 24 décembre 2009 relatif au conseil de défense et de sécurité nationale et au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (article 4)
Premier ministre	Commission de défense nationale des carburants	Articles D. 1336-43 à D. 1336-46 du code de la défense	Abrogé par décret n° 2009-1657 du 24 décembre 2009 relatif au conseil

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
			de défense et de sécurité nationale et au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (article 4)
Premier ministre	Comité d'action scientifique de la défense	Articles D. 1132-34 et suivants du code de la défense (et D. 1132-6)	Abrogé par décret n° 2009-1657 du 24 décembre 2009 relatif au conseil de défense et de sécurité nationale et au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (article 4)
Santé et Sports	Comité national technique de l'échographie de dépistage prénatal	Arrêté du 30 avril 2002 portant création du Comité national technique de l'échographie de dépistage prénatal NOR: SANP0221613A (modifié par l'arrêté du 27 février 2003 modifiant l'arrêté du 30 avril 2002 portant création du Comité national technique de	Abrogé par le décret n° 2010-766 du 7 juillet 2010 portant création de la Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale (article 7)
Santé et Sports	Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins expérimentaux	Article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale.	Abrogé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 - art. 49
Santé et Sports	Conseil national de la formation continue des personnels hospitaliers	Article L. 6155-2 du code de la santé publique	Abrogé (VD) par LOI n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (article 59-XVI)
Santé et Sports	Comité de suivi du programme d'actions sur le sommeil	Décret n° 2007-418 du 23 mars 2007 créant un comité de suivi du programme d'actions sur le sommeil	Créé pour 3 ans le 23 mars 2007 : ce comité n'a plus d'existence juridique depuis le 23 mars 2010.
Santé et Sports	Commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante	Arrêté du 12 juillet 1996 relatif à la création d'une commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante NOR: TASP9620896A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Santé et Sports	Conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes	Articles D. 4151-11 et suivants du code de la santé publique	Supprimé par le décret n° 2010-980 du 26 août 2010 supprimant le conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes et modifiant les dispositions du code de la santé publique relatives à la formation des sages-femmes
Santé et Sports	Commission nationale de la naissance 2005	Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à la composition de la Commission nationale de la naissance NOR: SANH0522599A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Travail, solidarité et fonction publique	Conseil national consultatif de la médiation familiale	Arrêté du 8 octobre 2001 portant création du Conseil national consultatif de la médiation familiale NOR: MESA0123531A	Abrogé par le décret n° 2010-738 du 1er juillet 2010 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Travail, solidarité et fonction publique	Commission d'équivalence (accueil en détachement) au sein des fonctions publiques territoriale et hospitalière)	Décret n° 2003-672 du 22 juillet 2003 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France dans la fonction publique ter	Abrogés par Décret n°2010-311 du 22 mars 2010 - art. 15